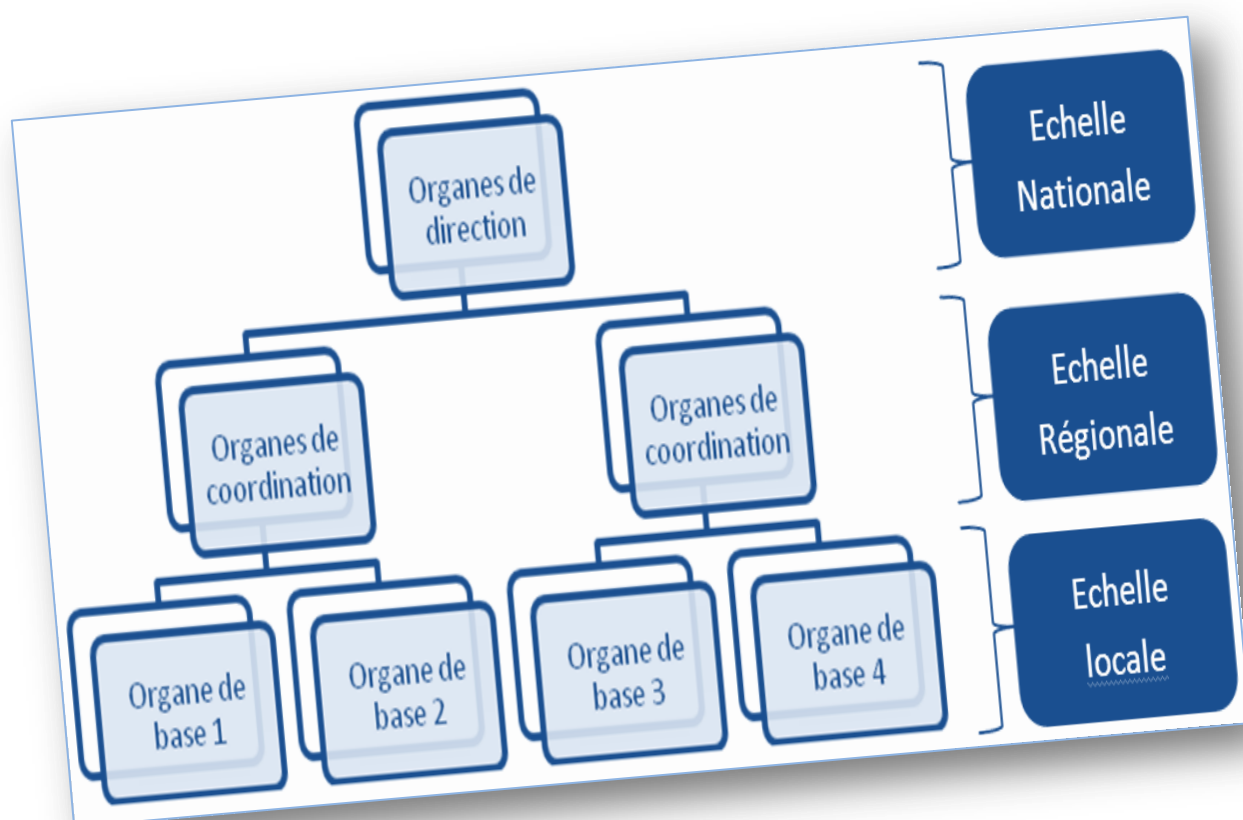


Manuel de structuration d'un parti politique



Friedrich Ebert Stiftung Cameroun/ Afrique Centrale

Manuel de structuration d'un parti politique

Tout usage à but commercial des publications, brochures ou autres imprimés de la Friedrich Ebert Stiftung est formellement interdit à moins d'une autorisation écrite délivrée préalablement par la Friedrich Ebert Stiftung. La présente publication n'est pas destinée à la vente Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation Réservés pour tous les pays.

No part of this book may be reproduced in any form, by print, photo print, microfilm or other means without written permission from the publisher.

©- by Friedrich Ebert Stiftung, Yaoundé (Cameroun), 2014.

Tél. 00 237 22 21 29 96 / 00 237 22 21 52 92

B.P. 11 939 Yaoundé / Fax : 00 237 22 21 52 74

E-mail : info@fes-kamerun.org

Site : <http://www.fes-kamerun.org>

Réalisation éditoriale : Presses Universitaires d'Afrique (www.aes-pua.com)

ISBN : 978-9956-444-81-2

TABLE DE MATIÈRES

AVANT-PROPOS	2
INTRODUCTION	3
PARTIE I	
Organisation interne d'un parti politique progressiste	5
Chapitre 1 : L'organisation structurelle interne	5
1.L'idéologie et l'action militante au sein du parti	5
2.La structuration du parti	7
3.L'administration du parti	8
Chapitre 2 : Le financement d'un parti politique progressiste	12
1.Les sources de financement	12
2.Le système de gestion financière	14
Chapitre 3 : Le système de communication interne au sein du parti	15
1.Assurer une communication interne verticale	15
2.Assurer la communication horizontale	18
PARTIE II	
Animation d'un Parti Politique progressiste	20
Chapitre 4 : Le recrutement et la formation au sein du parti	20
1.Comment recruter de nouveaux membres	20
2.La formation continue des membres	24
3.Promouvoir et responsabiliser les membres au sein du parti	25
Chapitre 5 : La dynamique interne du parti	26
1.Le fonctionnement des organes	26
2.Gérer les divergences d'opinion	28
3.Prévenir et gérer les crises et conflits internes	29
PARTIE III	
Ancrage social du parti politique progressiste	31
Chapitre 6 : L'ancrage dans la société	31
1.L'ancrage territorial	32
2.L'ancrage sociologique	39
3.L'ancrage institutionnel	41
Chapitre 7 : La gestion des élu/es aux institutions nationales et locales	41
1.Investir des candidats pour des élections nationales et locales	41
2.La préparation aux fonctions électives	42
3.La collaboration entre le parti et ses élu/es	44
Chapitre 8 : La construction et la gestion des partenariats	46
1.Accueillir et fonctionner avec des sympathisant/es	46
2.Nouer et entretenir des relations avec les autres acteurs et actrices politiques	47
3.Construire et gérer des partenariats avec des acteurs et actrices non politiques	48
CONCLUSION	50

AVANT-PROPOS

En tant que fondation politique allemande d'orientation social-démocrate, la Fondation Friedrich Ebert (FES) œuvre pour la promotion de la démocratie, la justice sociale et la coopération internationale. Depuis plus de 25 ans, la Fondation poursuit ces objectifs au Cameroun, et depuis quelques années aussi au niveau sous régional, c.-à-d. en Afrique centrale et notamment en RD Congo. Une des caractéristiques clés de notre travail est la coopération avec les partis politiques pour lesquels nous nous engageons pour une raison principale: Les partis politiques ont un rôle à jouer dans le processus de démocratisation et dans le système démocratique en général. Les partis politiques sont des éléments constitutifs de la démocratie, il n'y a jusqu'aujourd'hui aucune évidence qui contredit ce constat. Pour ces raisons, la FES soutient les partis politiques à travers des activités diverses et dans des domaines variés: renforcement des capacités (communication politique, prévention fraude électorale, recevabilité sociale) en vue de créer des systèmes politiques démocratiques avec des acteurs démocratiques

Notre objectif est d'améliorer la qualité de la vie politique à travers les partis politiques qui assument pleinement leur fonction au niveau de l'articulation des idées et intérêts au sein de la société, la fonction de la représentation de ces intérêts et de travailler dans les instances représentatives (au parlement, notamment) pour la chose publique. La chose publique concerne les idées politiques et le projet de société que les partis politiques devraient proposer, tant pendant les élections que pendant les périodes non-électorales. Mais les meilleures idées ne vont pas mener au succès si un parti politique n'est pas structuré professionnellement sur le plan organisationnel et interne. Ce manuel a été développé pour servir comme un outil qui contribue à professionnaliser l'organisation, la gestion, le fonctionnement et l'ancrage des partis politiques dans les différents pays de l'Afrique centrale. Il ne veut pas fournir un modèle, mais plutôt proposer des idées et des propositions qui pourront inspirer les membres et les cadres de partis politiques, et qu'ils pourront adapter à leurs besoins.

Ce document n'a pas la prétention de couvrir tous les aspects de ce vaste sujet en profondeur, encore moins de donner toutes les réponses aux nombreux défis auxquels les partis politiques en Afrique centrale font face. Néanmoins, toute l'équipe de la FES espère vivement que les acteurs politiques y trouvent l'utilité pour renforcer les partis politiques et à travers eux le processus parlementaire et démocratique.

Nous remercions sincèrement le cabinet STRATEGIES qui n'a ménagé aucun effort pour consulter les acteurs politiques, les universitaires et les membres de la société civile pour la production de ce manuel.

Bonne Lecture et bon usage!

Dr. Denis Tull (Représentant-Résident FES Cameroun et Afrique Centrale), Mars 2014

INTRODUCTION

Contexte de l'élaboration du manuel

Depuis la nouvelle vague de multipartisme en Afrique Centrale dans les années 1990, les partis politiques font face à de nombreux défis, parmi lesquels :

- Une structuration interne efficace qui permet d'atteindre des objectifs de conquête et d'exercice du pouvoir ;
- Une animation du parti, afin de rendre les membres véritablement actifs ;
- Un ancrage social, afin de convaincre les populations de l'utilité et de l'importance des partis politiques et d'obtenir leur adhésion, ne serait-ce qu'à des moments cruciaux tels que les élections.

Le succès dans la gestion de ces défis constitue aujourd'hui un enjeu majeur de la participation politique des populations à la bonne marche institutionnelle de leur pays, et par ricochet à l'amélioration de leurs conditions de vie.

But de ce manuel

Le présent manuel, qui provient d'une initiative de l'analyse de la structuration des partis politiques, se veut une contribution à l'effort de construction des partis politiques au Cameroun et en Afrique Centrale.

Quelques considérations conceptuelles

La thématique traitée au sein du présent manuel étant celle de la structuration d'un parti politique progressiste, la notion de « *progressisme* » a fait l'objet d'une controverse. A travers le monde (*Allemagne, France, Etats-Unis, Afrique du Sud, etc.*), on observe une diversité des pratiques issues de cette notion. Ainsi il est souhaitable de donner au préalable quelques éclairages concrets.

Par « parti politique progressiste », il faut entendre un parti politique dont les activités s'inscrivent dans une dynamique de progrès de la société, au sens de réformes d'ordre social, politique et économique. Les sujets clés de cette dynamique progressive concernant le Cameroun en particulier et l'Afrique Centrale en général, sont par exemple :

- La participation politique effective des groupes marginalisés tels que les Femmes, les Jeunes et les Personnes Handicapées ;
- L'amélioration substantielle et durable des conditions de vie des travailleurs industriels et des travailleurs de l'économie informelle ;
- L'intégration des thématiques telles que « le développement durable et la protection de l'environnement » ainsi que l'utilisation de la technologie dans la gouvernance aux niveaux local, national et régional.

Methodologie d'élaboration du manuel

Cinq étapes majeures, alliant un recours à la littérature existante sur le sujet et une consultation des acteurs, ont permis de produire le présent manuel.

1. Analyse documentaire et consultation des acteurs politiques ;
2. Rédaction d'une première mouture du manuel ;
3. Un atelier de validation du contenu de la première mouture, suivi de son amendement au regard des corrections relevées ;
4. Un atelier de formation des militants des partis à l'échelle nationale ;
5. Un enrichissement du manuel au gré des nouvelles réactions.

Objectifs de ce manuel

Ce manuel, à l'attention des leaders et autres responsables des partis politiques ainsi que leurs membres à la base, a pour objectif de :

Présenter des idées, des outils et des approches pour une meilleure organisation et un fonctionnement efficace des partis politiques progressistes au Cameroun et en Afrique Centrale.

L'objectif est qu'à travers la mise en application du contenu de ce manuel, les partis politiques soient plus attractifs, compétitifs et productifs, afin d'impacter positivement la vie des populations en Afrique Centrale et au-delà.

PARTIE I

Organisation interne d'un parti politique progressiste

Objectif :

Présenter des idées pratiques, approches et outils permettant aux partis politiques progressistes de s'organiser de façon efficace pour atteindre leurs objectifs.

Chapitres à voir dans cette partie :

1. *L'organisation structurelle interne*
2. *Le financement d'un parti politique progressiste*
3. *Le système de communication au sein du parti*

Chapitre 1 : L'organisation structurelle interne

Objectif du chapitre :

Présenter des éléments et outils standard qui permettent d'assurer la structuration de base d'un parti politique progressiste.

A voir dans ce chapitre :

1. *L'idéologie et l'action militante au sein du parti*
2. *La structuration du parti*
3. *L'administration du parti.*

1. L'idéologie et l'action militante au sein du parti

Il est fréquent de rencontrer des personnes qui se considèrent comme militant d'un parti politique mais qui ont une vague connaissance (*ou qui ignorent*) de l'idéologie et des éléments identitaires de ce parti. Cette réalité est non seulement un frein à la cohésion interne des partis mais aussi un obstacle à l'objectif de mobilisation des masses autour des positions de ces partis dans la société. La fondation de tout parti politique et donc sa force et l'efficacité de son appareil se construisent à partir de la clarté et de la diffusion de son idéologie, de sa vision, de ses principes et valeurs auprès de ses membres, de ses sympathisant/es et de la population en général.

a- Avoir des statuts et un règlement intérieur clairs, précis et accessibles pour tout le monde

Les statuts doivent clairement préciser l'idéologie, les objectifs, les missions, les principes et les valeurs que prône le parti politique.

Le règlement intérieur quant à lui détermine les modalités pratiques d'application des statuts du parti. Il fixe les obligations et les droits des membres vis-à-vis du parti et vice-versa.

Trop souvent, ces documents sont rédigés dans un langage juridique, difficile à comprendre pour les membres.

Il est important que ces documents soient rédigés dans un style simple et clair car ils ont vocation à être lu et compris par toute personne au niveau scolaire le plus basique.

Dans un contexte de bilinguisme comme celui du Cameroun, ces documents de base doivent être écrits dans les deux langues officielles. Avec l'avènement de la technologie, il est important d'avoir à la fois des documents imprimés et des documents électroniques qui peuvent facilement être transmis aux membres éloignés du siège du parti.

b- Faire ressortir l'idéologie, les valeurs et les principes du parti à travers des pratiques rituelles

La vision et l'ambition d'un parti politique pour le pays doit commencer à être visible en son sein, dans son fonctionnement, dans sa dynamique interne. Les responsables des partis politiques doivent rendre vivant leur idéologie et les éléments déontologiques, en les exprimant concrètement à travers des pratiques. A force de répéter ces pratiques lors des réunions ou à chaque manifestation du parti, elles deviennent des rituels qui favorisent une meilleure compréhension et appropriation de la raison d'être du parti par ses membres et sympathisant/es. On peut citer entre autres :

- *L'hymne du parti ;*
- *La devise du parti ;*
- *Le cri de ralliement, des chants et refrains ;*
- *Des gestes qui accompagnent certaines formules (les poings levés vers le ciel ou la main au cœur par exemple).*

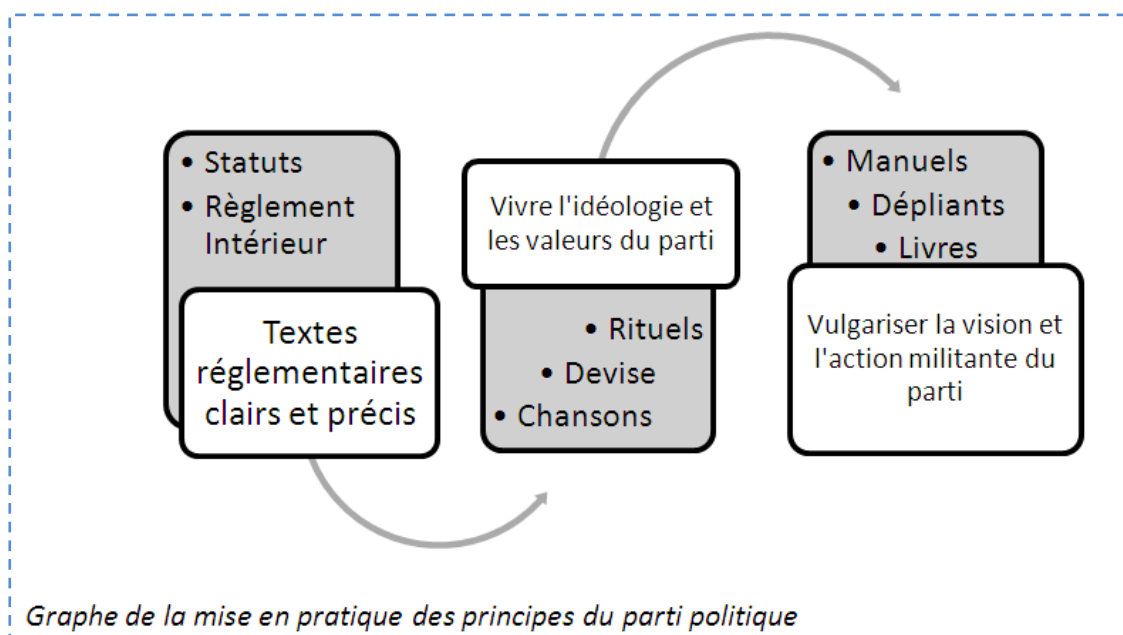
Les membres du parti peuvent être mis à contribution pour créer différents outils pour la vulgarisation de l'idéologie du parti.

c- Vulgariser son idéologie, sa vision et ses valeurs.

Les manuels ou codes de procédure servent à expliquer et à exposer la dimension pratique ou opérationnelle de certaines informations contenues dans les statuts et règlement intérieur. Il est important d'avoir des procédures et guides qui permettent aux membres de mettre en application l'idéologie du parti. Par exemple, un « guide pour la conduite des réunions » permet aux membres de mettre en pratique des valeurs telles que « *Une personne, Une voix* », « *Protection des minorités* », « *Egalité des chances pour tous/toutes* ». Sans manuels, procédures et guides, l'idéologie du parti reste théorique, et les membres ne savent pas comment les mettre en pratique. Cette mise en pratique permet aux membres de connaître les défis et contraintes de la mise en œuvre des grands principes. D'autres exemples sont : « *le manuel du/de la militant/e* », « *le guide de la représentation des groupes sociaux dans le parti* », « *le guide pour la transparence financière dans le parti* », etc.

Par ailleurs, il est important pour le parti politique de créer des modules de formation aussi bien de courte que de plus longue durée qui permettent aux membres de comprendre et de discuter de l'idéologie, des valeurs et des symboles du parti. Ce type de modules de formation doit faire partie du processus d'intégration d'un/e militant/e dans le parti.

Finalement, pour asseoir sa légitimité et sa pertinence, le parti politique a intérêt à consigner et vulgariser dans des livres de poche, brochures, dépliants et autres supports, accessibles à ses membres, sympathisant/es et tout autre personne, son idéologie, sa vision politique, ses symboles et valeurs, etc.



2. La structuration du parti

En plus de l'existence formellement consignée dans ses statuts, un parti politique a besoin de mettre en place des structures qui lui permettent d'atteindre ses objectifs. Les partis ont des objectifs différents et doivent mettre en place l'organisation structurelle qui correspond à ces objectifs.

a- Adopter une structuration qui, en plus d'être à l'image de la sociologie nationale, consacre la proximité avec les populations à la base

Un organigramme classique qui comprend des organes standard de couverture territoriale du pays, a généralement au moins trois niveaux :

- Des organes de base ;
- Des organes de coordination ;
- Des organes de direction ;
- Congrès ou Assemblée Générale du parti.

Selon les objectifs du parti, cette organisation peut couvrir l'ensemble du territoire national, des régions spécifiques, voir même une seule région si le parti a des ambitions régionales plutôt que nationales.

Un parti qui se met en place peut aussi adopter une stratégie de couverture géographique progressive afin de faire une gestion efficace de ses ressources.

b- Intégrer dans le leadership du parti, les groupes représentatifs de la composition sociologique du pays

Il est important que le parti développe une stratégie pour intégrer les groupes clés de la société qui souvent sont marginalisés dans la sphère politique. Ex : Femmes, Jeunes, Minorités ethniques, Personnes handicapées, etc.

Le tableau suivant présente quelques stratégies qui peuvent être utiles aux partis politiques progressistes:

Stratégies d'intégration des groupes sociaux dans le parti		
Stratégie	Avantages	Inconvénients
Organes spécifiques pour ces groupes <i>Ex : Section des femmes ou des jeunes</i>	Garantit une place pour ces groupes dans des organes où leurs problèmes spécifiques sont discutés Permet l'émergence des leaders venant de ces groupes	Ces groupes sont souvent marginalisés dans le processus de prise de décision central du parti Les membres de ces groupes peuvent être « ghettoïsés » n'accédant pas à des véritables postes de pouvoir dans le parti
Quotas pour ces groupes dans les organes et les postes de leadership dans le parti	Garantit une place pour ces groupes dans les centres de pouvoir du parti Permet l'émergence des leaders venant de ces groupes et ayant un réel pouvoir	Perception que les leaders venant de ces groupes n'accèdent pas au pouvoir par mérite, mais à cause de facteurs pas liés au mérite.
Aucune mesure spéciale	Ces groupes sont considérés comme tous les autres dans le parti.	La plupart du temps, il n'y a pas d'effort de recrutement spécial pour ces groupes, ni au niveau des membres, ni au niveau du leadership ce qui a pour résultat leur marginalisation et non leur représentativité au sein du parti.

L'intégration des groupes marginalisés dans un parti n'est pas facile, mais il est nécessaire pour le parti de développer une stratégie pour leur intégration et d'adapter cette stratégie au fil des temps, au fur et à mesure que leur représentation s'améliore dans le parti.

c- Avoir des structures qui facilitent la réflexion et les contributions de la base jusqu'au sommet

Il est important d'adopter une structuration qui au niveau des différents organes comprend des instances de réflexion (*commissions, plateformes, groupes de travail*) sur les questions de stratégie politique, de voies de gouvernance alternative au regard des problèmes de la société et des procédures administratives amélioratrices de l'efficacité du parti, etc.

Ces structures peuvent être permanentes ou limitées dans le temps. Ces structures permettent aux membres de contribuer à la réflexion dans le parti et de s'approprier les grandes stratégies et positions du parti.

3. L'administration du parti

La question de l'administration au sein du parti concerne à la fois les questions de gestion quotidienne du parti, de communication interne et financement du parti. Pour assurer une administration optimale, les éléments suivants peuvent être d'une utilité majeure.

a- Une gestion professionnelle des affaires courantes

Pour faire face aux sollicitations diverses du public, des médias, des membres et même de certains partis politiques, il est important de développer un fonctionnement professionnel qui est généralement assuré par un secrétariat général du parti.

Le secrétariat général assure au sens administratif :

- Un système d'accueil, de traitement des informations et de réponse aux sollicitations externes ;
- Le fonctionnement des organes internes du parti y compris les questions de :
 - Communication interne,
 - Mobilisation (recrutement des membres, animation du parti, etc.),
 - Financement du parti
 - Collecte des contributions des membres
 - Levée des fonds internes et externes
 - Gestion financière du parti
 - Tenue des comptes
 - Rapports financiers
 - Gestion des Affaires Politiques
 - Positions politiques du parti
 - Partenariats
 - Affaires Juridiques.

Le secrétariat général est composé d'un personnel élu et d'un personnel nommé sur la base de ses compétences et sa capacité à remplir des fonctions précises.

Le secrétariat général présente un défi pour les partis. Il requiert :

- Une permanence pour l'accueil des différents interlocuteurs ;
- Un staff minimal permanent pour répondre aux sollicitations externes et gérer les relations avec le parti à la base ;
- Un équipement de fonctionnement minimal (ordinateurs, téléphones, internet, matériel de bureau, etc.) pour assurer la communication et l'efficacité.

Aussi, le secrétariat général nécessite la mobilisation permanente et régulière des ressources financières et humaines, ce qui est souvent un grand défi pour les partis politiques dans les pays en voie de développement. Toutefois, il est important que le parti intègre la nécessité de ces ressources et développe des stratégies pour leur mobilisation parce qu'elles sont incontournables pour l'existence du parti.

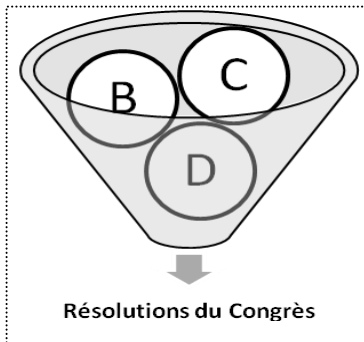
b- Un processus de prise de décision participatif, inclusif et échelonné

Parce qu'il est formé à partir de l'association de plusieurs individus aux profils sociaux, académiques et professionnels hétérogènes, le parti dans ses décisions doit prévoir des procédures qui consacrent :

- La participation de tous les membres quel que soit leur niveau dans le parti ;
- L'expression libre ;
- La prise de décision démocratique.

Les décisions prises doivent refléter, autant que possible, la volonté de l'ensemble des membres du parti politique selon les principes démocratiques. La procédure facilitant l'inclusion peut être la suivante :

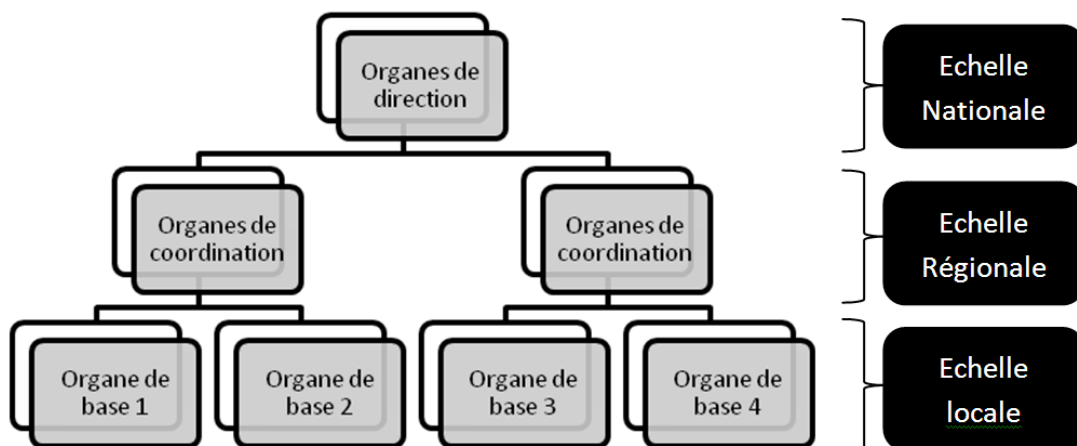
- Pour la prise des décisions majeures et sur des questions structurelles du parti en période ordinaire :



- B** : Délégués des organes de base
- C** : Délégués des organes de coordination
- D** : Membres des organes de direction

Dans ce cas, les résolutions du congrès constituent des décisions de l'ensemble des délégués, tout niveau confondu, du parti au congrès. Leur mise en œuvre représente alors l'application de la volonté des membres du parti sur la base des principes démocratiques.

- Selon une approche représentative, en période ordinaire, les différents organes du parti prennent des décisions à l'échelle correspondante entre deux grands rassemblements.



Circuit de consultation des organes pour la prise de décision.

- Au sein de chaque organe les décisions sont prises de la manière suivante :

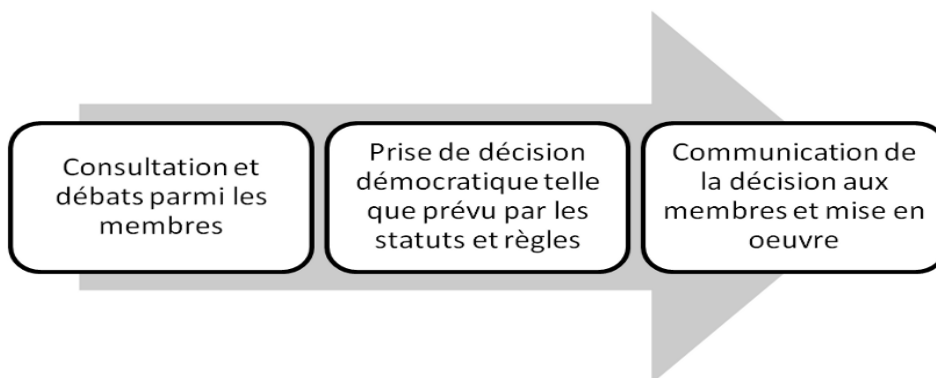


Schéma de concertation pour prise de décision

Quelques outils pour faciliter la prise de décision :

- Outil de consultation pour prise de décision

- Rappel de la vision politique du parti
- Examen des objectifs stratégiques
- Analyse de la situation nécessitant une décision
- Demande des requêtes de l'organe au regard des précisions sus-évoquées
- Autre réaction de l'organe
- Quelle décision ?

- Outil de concertation pour prise de décision

- Rappel de la vision politique du parti
- Présentation des objectifs stratégiques
- Exposé de la situation nécessitant une décision
- Recueil des avis des membres de l'organe
- Décision sur la base de l'unanimité, de la majorité, du consensus ou du compromis.

Bon à savoir :

Il arrive souvent que la concertation entre les responsables des organes de décision soit bloquée du fait d'une divergence d'opinions. Pour en sortir, il existe des approches qui seront discutées au 5^e chapitre de ce manuel.

c- Un système de communication interne permanent

Il est important de tenir une communication régulière, claire et simple au sein du parti. A cet effet un des plus grands défis pour le parti est d'identifier un canal constant qui est efficace et accessible à la majorité des membres.

Voici quelques idées :

- Internet est la voie la moins chère pour les correspondances administratives aux responsables des différents organes de base et de coordination. Compte tenu du faible taux d'utilisation d'internet dans nos pays, il serait important d'avoir une ou plusieurs responsables qui recueillent l'information par internet et partagent cette information aux autres dans les réunions.
- Le SMS est le canal qui touche le plus grand nombre de membres directement. Il est possible d'envoyer des messages courts, des mots d'ordre, des messages de mobilisation, etc. par cette voie. Toutefois, les contraintes de ce canal sont le coût d'un large nombre de SMS et la longueur limitée des messages.

- Un journal ou bulletin d'information, dont la périodicité de parution est facultative, est une autre option pour informer membres, sympathisant/es et opinion publique.

Bon à savoir :

Quel que soit le canal de communication, il est indispensable d'identifier un responsable au sein de chaque organe du parti, chargé de recevoir les informations et de les transmettre aux membres appartenant à l'espace couvert par son organe et vice-versa.

Chapitre 2 : Le financement d'un parti politique progressiste

Objectif du chapitre :

Présenter les différentes sources de financement des partis politiques ainsi que quelques approches et outils de gestion financière efficace.

A voir dans ce chapitre :

1. *Les sources de financement*
2. *Le système de gestion financière*

1. Les sources de financement

L'un des principaux défis d'un parti politique est son financement. En général, il existe quatre moyens clés pour le financement des partis :

- La cotisation des membres ;
- La vente des gadgets et des documents ;
- Le financement de l'Etat ;
- Les contributions des sympathisants.

a- La cotisation des membres

Dans le contexte camerounais, en ce qui concerne les cotisations régulières des membres, les partis politiques font face à de nombreux problèmes dont voici les plus récurrents :

- La situation financière précaire de la plupart des membres,
- La démotivation (l'on dirait simplement le manque de volonté) des membres découlant de la faible confiance vis-à-vis des leaders du parti dont l'intégrité morale est mise en doute,
- La faible éducation politique des masses pour expliquer l'idée erronée d'après laquelle les membres doivent recevoir de l'argent du parti (les leaders en l'occurrence) et non en donner pour le bon fonctionnement du parti,
- Les techniques de collecte des fonds inappropriées au regard de la sociologie des membres et de la vaste étendue du territoire à couvrir par le parti,
- Le manque de transparence dans la gestion financière.

Au regard de ces difficultés, il est possible d'engager un certain nombre d'actions éclairées pour parvenir à faire fonctionner la cotisation des membres. Il faudrait pour cela :

- Fixer, statutairement, un montant de cotisation régulière tenant compte de la situation socio-économique des membres de base ;
- Convertir en ressource matérielle (salle de réunion, meubles, main d'œuvre, etc.) la valeur financière des contributions pour permettre à celles et ceux qui ont des difficultés financières de contribuer autrement ;
- Déterminer, sur la même base, les contributions des responsables des différents niveaux d'organes ;
- Arrêter un montant de redevance financière des élu/es aux institutions nationales et locales en conformité avec les dispositions financières que leur offrent leurs fonctions électives ;
- Permettre aux différents organes de collecter les fonds à leur niveau et d'utiliser la majeure partie de ces fonds pour leur propre fonctionnement ;
- Former les responsables aux finances à tous les niveaux afin d'assurer une bonne tenue de la comptabilité et une transparence financière à tous les niveaux.

b- La vente des gadgets et des documents du parti

Un des moyens pour un parti de générer des revenus est la vente de ses gadgets. Les membres du parti aussi bien que leur sympathisant/es aiment s'identifier à leur parti avec des T-shirts, bracelets, casquettes, etc.

Ceci est une source de revenus permanente pour le parti qui peut utiliser ces gadgets non seulement pour véhiculer logos et symboles du parti, mais aussi pour des campagnes de communication spécifique.

Afin de parvenir à un déploiement efficace de cette approche de financement du parti politique, quelques pratiques efficaces sont tout de même à prendre en compte :

- L'innovation dans la production afin de rendre les gadgets culturellement et financièrement accessibles pour les membres, les sympathisant/es et la population en général ;
- La tenue de formations régulières, lors des réunions, sur le marketing politique à travers les gadgets et l'utilité stratégique de ces derniers pour le rayonnement du parti ;
- La création et la vulgarisation des points de vente des gadgets ;
- La vente des gadgets lors des évènements du parti.

c- Le financement de l'Etat

A côté de cet aspect interne du financement des partis politiques, il existe aussi un financement public qui est fourni par l'Etat. Le financement public est défini par la loi au sein de chaque pays. Ce financement se situe le plus souvent dans les deux cas de figure ci-après :

- Lors des campagnes électorales – La loi définit généralement un montant pour des partis remplissant un certain nombre de conditions pour différentes élections. Il est important pour tous les partis de connaître ce qui est prévu par la loi pour leur financement, mais aussi d'intégrer les délais de décaissement des fonds, qui souvent peuvent prendre beaucoup de retard.
- Souvent la loi prévoit un financement pour des partis qui sont représentés dans les institutions nationales. Au Cameroun, cela est possible si le parti dispose de représentant/es dans les institutions nationales et/ou locales ou alors si ce dernier a pu avoir un score d'au moins 5% des suffrages exprimés aux élections législatives. La loi N° 2000/015 du 19 Décembre 2000 relative au financement public des partis politiques et des campagnes électorales au Cameroun y apporte plus de précisions.

Bon à savoir :

La gestion du financement issu de l'Etat doit se faire dans la transparence car les organes de l'Etat chargés du contrôle des biens publics peuvent agir à tout moment et exiger un audit des comptes du parti.

d- La contribution des sympathisant/es

Les sympathisant/es constituent l'un des soutiens majeurs des partis politiques dans la mesure où, outre l'adhésion à la vision du parti et les intentions favorables de vote, ces dernier/es contribuent financièrement et matériellement au bon fonctionnement du parti. Il arrive parfois que ces contributions, venant des sympathisant/es vivant à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, soient égales, sinon supérieures à celles des membres de base des partis politiques.

La contribution des sympathisant/es est donc un moyen si efficace de financement du parti politique qu'il est nécessaire de le systématiser au sein des partis politiques. A cet effet, il est nécessaire de réunir quelques conditions cadres. Parmi celles-ci on peut énumérer :

- Des techniques de levées des fonds modernes et efficaces au plan national et international :
 - Soirées de levées de fonds pour la réalisation de certaines activités spécifiques,
 - Création d'un compte en ligne pour financer une campagne ;
- Des messages clairs, directs et centrés sur les réalisations à entreprendre, en conformité avec la mission du parti ;
- Un système de gestion dans la transparence avec des comptes rendus à travers plusieurs canaux (Internet, Journal des comptes, Rapports d'activités, etc.).

2. Le système de gestion financière

Le manque de transparence dans la gestion des fonds étant l'un des obstacles majeurs à la contribution financière des membres et des sympathisant/es, il est important pour les partis politiques de construire une relation de confiance entre les leaders et les membres au sein du parti d'une part et entre les membres du parti et les sympathisant/es et d'autres personnes extérieures d'autre part.

Cette construction d'une relation de confiance passe par l'adoption d'un système de gestion financière moderne et transparente. Ce système repose sur quelques points clés :

- L'élaboration, préalable à l'action, d'un budget de fonctionnement et/ou d'organisation d'activités spécifiques (d'une périodicité mensuelle, semestrielle, annuelle, etc.) à communiquer à toutes les parties prenantes du fonctionnement ou de ces activités du parti.

Bon à savoir :

Il y a une nécessité de préciser à ce niveau qu'un budget de fonctionnement du parti ou d'exécution des activités du parti comprend deux entrées indispensables. La première concerne, de toute évidence, le coût des activités. La deuxième entrée, peu envisagée par les militants à la base, concerne les sources du financement de ce fonctionnement ou de ces activités. Une telle approche construit et renforce le sens de responsabilité des membres des partis politiques.

- La mise en place d'un système comptable qui permet de suivre aisément les opérations d'encaissement et de décaissement des fonds durant l'exécution des activités.
Quelques outils pratiques qui peuvent être utiles à ce système :
 - Le Journal des mouvements financiers (recettes et dépenses) ;
 - Le bordereau des entrées, qui enregistre une recette financière et dont une souche est remise au contributeur en guise d'attestation de contribution ;
 - La fiche de décharge des sorties financières mentionnant trois signatures : L'ordonnateur de la sortie, Le caissier ou trésorier et le bénéficiaire de la sortie ;
- Le compte-rendu systématique à travers les rapports financiers et rapports d'activités aisément vérifiable et respectant, dans la mesure du possible, les normes en la matière.

La mise en application systématique d'une telle gestion financière va contribuer à inscrire dans les mœurs sociales le principe de transparence et construire la confiance sociale qui va en retour favoriser une plus grande contribution financière des différents acteurs (membres, sympathisant/es, etc.).

Chapitre 3 : Le système de communication interne au sein du parti

Objectif du chapitre :

Présenter les stratégies et outils pour assurer une communication verticale et horizontale au sein du parti politique.

A voir dans ce chapitre :

1. *Assurer une communication interne verticale*
2. *Assurer la communication horizontale*

1. Assurer une communication interne verticale

Il s'agit ici de la circulation des informations des organes de direction vers les organes de base et vice-versa.

La vision et le programme politique du parti politique pour être efficaces et adaptés aux réalités sociales doivent à la fois s'inspirer et s'appuyer sur les fondements idéologiques et l'action militante du parti mais aussi des aspirations des populations (militants/es de base et sympathisants/es y compris) à la base. A cet effet, il faut assurer une communication structurée et régulière qui va du leadership vers la base du parti, mais aussi une communication qui va de la base et qui atteint le leadership du parti.

a- Les canaux de communication en interne

Pour assurer la communication verticale au sein du parti, il est nécessaire d'établir des canaux de communication efficaces. Dans le contexte de l'Afrique Centrale il est important d'utiliser une combinaison de plusieurs canaux :

- **SMS** - c'est souvent le canal le plus direct et le moins cher pour toucher un grand nombre de membres

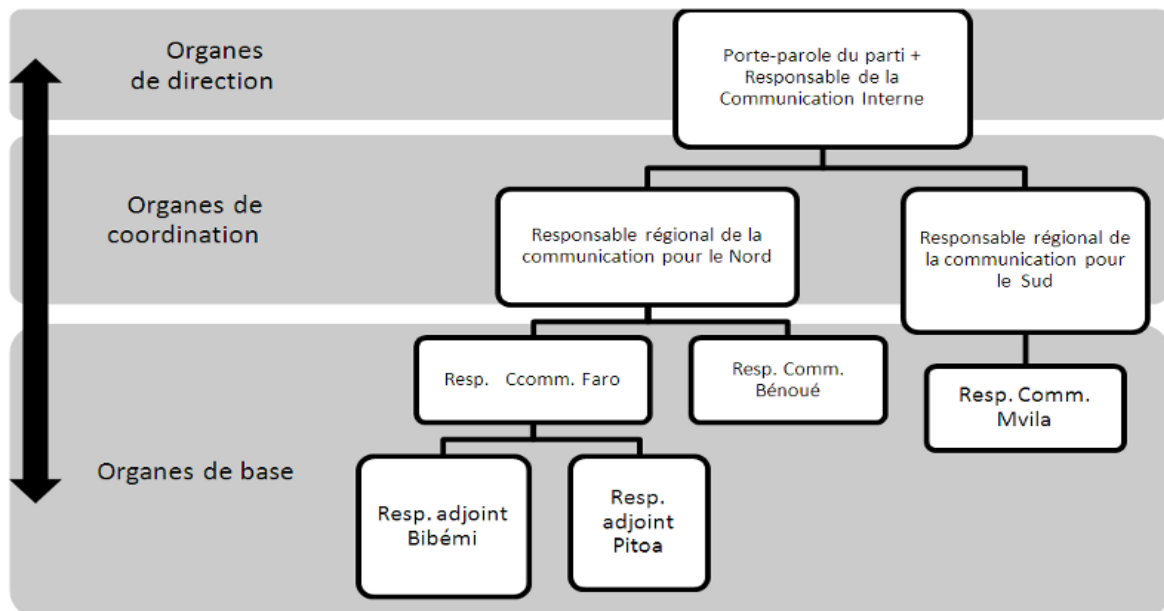
- **Réunions** - c'est l'opportunité non seulement de véhiculer des informations, mais aussi de tenir les discussions et débats et de collecter les informations au niveau de la base afin de les transmettre aux autres organes du parti.
- **Emails** - c'est très souvent le parti qui doit encourager ses militants et notamment ses responsables à ouvrir un compte email et à l'utiliser régulièrement
- **Médias** - les communiqués de presse sont souvent diffusés à travers la presse, la radio et même la télévision pour permettre aux membres d'avoir les positions structurées du parti sur un thème précis et une base pour leur propre communication publique.
- **Dépliants, prospectus etc.**
- **Relais clairs sur le terrain** : profiter du jour de grand marché dans les localités rurales, et des services des agences de voyage pour relayer l'information à des personnes précises dans les régions éloignées et parfois enclavées.

b- Les responsables de la communication en interne

Compte tenu de l'accès limité à la technologie et aux médias dans la région Afrique Centrale, il est important d'avoir dans chaque organe une personne chargée de la communication interne. Elle peut être la même personne chargée de la communication externe, mais dans certains organes, notamment au niveau national, ces deux fonctions sont tellement prenantes qu'elles requièrent deux personnes qui collaborent de manière étroite.

Les responsables de la communication interne du parti doivent être connus des militants/es et des sympathisants/es afin que la circulation de l'information au sein du parti soit formelle et légitime. Cela évite également que s'installe une désinformation qui contribue à fragiliser la cohésion et l'efficacité du parti sur le terrain.

Exemple : Un organigramme de communication à l'intérieur du parti politique (La flèche indique le sens vertical - Du haut vers le bas et vice-versa - de la communication)



Il est important de planifier et d'organiser la communication vers la base. Ci-joint un outil d'élaboration du plan de communication vers ses militants :

Étapes	Intitulés
1	Définition des objectifs en fonction de chaque cible <i>Quel impact recherche-t-on à travers cette communication ?</i> Ex : Renforcer l'engagement des membres à la base
2	Production de l'information à communiquer <i>Il s'agit de rédiger le message à communiquer.</i>
3	Identification des responsables légitimes de la communication <i>Quels sont les membres dans les différents organes qui ont la charge de la communication vers les membres ?</i>
4	Choix des canaux de communication <i>En fonction de la cible, quel est le meilleur canal ?</i> Ex : Un bulletin d'information ou des sms.
5	Déterminer le timing et la fréquence de la communication <i>Quand faut-il communiquer le message ? Faut-il le faire 1 fois par mois ?</i>
6	Etablir des moyens d'évaluation de la communication <i>Il faut savoir si l'impact recherché a été atteint</i> EX : Les rapports d'activités des organes de base peuvent permettre d'évaluer le niveau d'engagement des membres.

c- Créer des opportunités et forums pour une communication du bas vers le haut

Plusieurs canaux doivent être institutionnalisés et officialisés pour recevoir des informations qui vont de la base vers le sommet :

- ✓ Une ligne téléphonique pour recevoir appels téléphoniques et sms. Souvent le niveau national doit avoir le budget pour rappeler les personnes appelant de la base.
- ✓ Une boîte électronique (adresse e-mail)
- ✓ Une cellule d'accueil et d'écoute au sein du secrétariat permanent du parti.

Il est important de créer des opportunités spécifiques pour que les informations remontent de la base vers le sommet du parti. Chaque parti doit utiliser sa créativité pour créer des opportunités adaptées à son contexte. Quelques possibilités sont :

- ✓ Une requête spéciale de la part des organes au niveau national demandant aux organes de coordination ou des organes à la base de se prononcer sur des thèmes ou questions spécifiques.
- ✓ Une demande pour un organe de base de se pencher sur un challenge qu'a le parti et reconnaître les solutions proposées par cet organe dans l'ensemble du parti.
- ✓ Structurer les grandes rencontres : meetings, congrès, etc. de telle sorte que les organes à la base ont la possibilité de s'exprimer.

d- La communication pendant les conjonctures particulières

En fonction de la conjoncture, le parti politique progressiste doit réaliser une communication adaptée mais tout aussi efficace, c'est-à-dire qui atteint les objectifs préalablement fixés.

Des conjonctures qui nécessitent une communication spéciale peuvent être :

- Une campagne spécifique pour convaincre l'opinion publique sur une question telle que : la réforme électorale, les droits des femmes, la réforme du processus budgétaire, etc.
- Un contexte de consultations électorales nationales ou locales (élections présidentielles, sénatoriales, législatives ou municipales)
- Un contexte d'élections internes (renouvellement des organes du parti)

En fonction des contextes, il est important d'élaborer un plan de communication qui lui-même s'inscrit dans la stratégie globale d'action pour cette conjoncture.

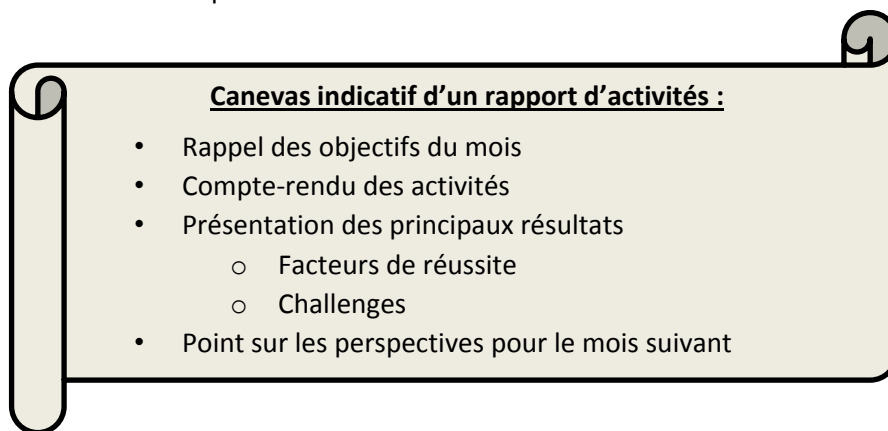
2. Assurer la communication horizontale

Il s'agit ici de parler de la communication entre des organes de partis qui se trouvent au même niveau, par exemple les coordinations régionales d'un parti politique, les sections de jeunes etc.

a- Information mutuelle des différents organes de base et de coordination

La circulation de l'information entre les organes de même niveau (organes de base et organes de coordination) officiant dans des espaces géographiques différents, lointains ou proches, a de nombreux avantages :

- Maintenir à jour les membres d'une localité sur les activités des autres localités. Ceci est possible à travers un outil tel que le rapport d'activité. Il peut être hebdomadaire, mensuel ou de toute autre fréquence.



Canevas indicatif d'un rapport d'activités :

- Rappel des objectifs du mois
- Compte-rendu des activités
- Présentation des principaux résultats
 - Facteurs de réussite
 - Challenges
- Point sur les perspectives pour le mois suivant

- Galvaniser et motiver les membres à l'action au regard des résultats d'autres militants/es d'ailleurs ;
- Partager des expériences et enseignements qui peuvent permettre d'améliorer le fonctionnement des différents organes du parti ;
- Favoriser le recrutement de nouveaux membres sur la base du dynamisme global du parti sur le terrain.

Il est important pour le parti d'encourager cet échange d'information horizontale à travers quelques actions clés :

- ✓ Un bulletin d'information régulier permet aux différents organes d'être informés des activités du parti dans son ensemble ;
- ✓ Encourager les visites d'échanges lorsqu'un organe du parti organise des événements spéciaux ;
- ✓ Encourager, dans le cadre d'une approche participative, des présentations (*Interventions pour présenter rapports, comptes rendus et autres points sur le fonctionnement*) par les membres des organes de base lors des grandes rencontres (*Congrès ou Assemblée générale par exemple*) ;
- ✓ Mettre en exergue les organes et leurs activités dans les canaux de communication du parti : site web, page Facebook, etc. ;
- ✓ Carnet d'adresses avec les contacts de tous les responsables des différents organes disponible pour l'ensemble des membres.

b- Circulation de l'information au sein des organes de décision

Les membres des organes de décision, afin de prendre les bonnes décisions sur les bases démocratiques doivent se relayer systématiquement les informations. Cela peut se faire :

- Lors des réunions statutaires ordinaires ;
- Lors des réunions statutaires extraordinaires ;
- Par le biais d'une communication écrite via sms, ou par e-mail ;
- Par le biais d'une communication verbale directe ou indirecte par téléphone.

PARTIE II

Animation d'un Parti Politique progressiste

Objectif

Présenter des stratégies et outils innovants de fonctionnement qui rendent le parti politique attractif et en synergie avec l'actualité et les préoccupations de sa société.

Chapitres à voir dans cette partie :

4. Le recrutement et la formation au sein du parti
5. La dynamique interne du parti

Chapitre 4 : Le recrutement et la formation au sein du parti

Objectif du chapitre

Mettre à la disposition des partis des méthodes et outils pour recruter et rendre opérationnels de nouveaux membres dans toutes les couches de la société, à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

A voir dans ce chapitre :

1. Comment recruter de nouveaux membres
2. La formation continue des membres
3. Promouvoir et responsabiliser les membres au sein du parti

1. Comment recruter de nouveaux membres

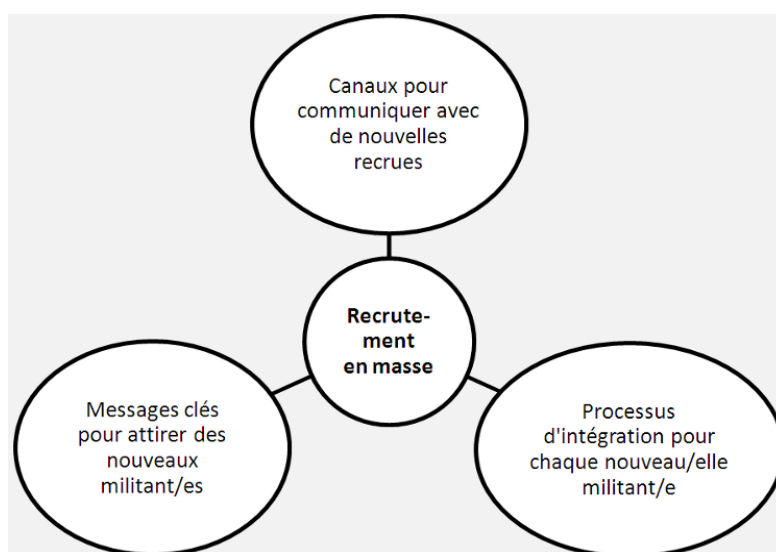
La force d'un parti se lit à sa capacité de mobilisation des populations à la base et sa vigueur, dans l'élargissement de sa base au gré d'un recrutement massif et permanent.

a- Elaborer une stratégie de recrutement

La stratégie de recrutement doit tenir compte de deux dimensions importantes :

- La quantité - plus on a de militants/es, plus le parti est fort et représentatif.
- La qualité - le parti requiert certaines compétences spécifiques pour son fonctionnement efficace à tous les niveaux et dans les différents organes.

Pour élaborer une stratégie de recrutement, le parti politique progressiste doit pouvoir intégrer les rubriques ci-après :



Rubriques nécessaires pour une stratégie de recrutement efficace

Messages clés pour attirer de nouveaux membres

L'idéologie du parti et ses positions sur des questions clés qui préoccupent sa société constituent le socle de son message vis-à-vis de tout nouveau militant. Il est important que des nouveaux membres adhèrent aux fondements du parti. Toutefois, des moments spécifiques de l'actualité permettent au parti de faire appel aux nouveaux membres avec des messages spécifiques.

Ex : Un parti social-démocrate fait appel aux membres par son idéologie, mais au moment où ce parti mène une campagne pour les droits des personnes handicapées, il peut faire appel de manière spécifique à de nouveaux membres qui sont préoccupés par cette thématique.

Il est important que le parti formule un appel clair et direct à l'endroit de nouveaux/elles militant/es à se joindre au parti.

Ex :

- « Si vous souhaitez travailler sur la réforme du système électoral, vous pouvez nous rejoindre au N° 99009900 ou par email au partiprogressiste@gmail.com »
- « Si vous souhaitez travailler pour l'amélioration des droits des personnes handicapées au Cameroun rejoignez-nous au N° 99009900 ou par email au partiprogressiste@gmail.com »

Canaux pour communiquer avec de nouvelles personnes recrutées

Tous les canaux de communication peuvent être utilisés pour le recrutement. Le parti peut inviter les nouvelles personnes recrutées par voie de :

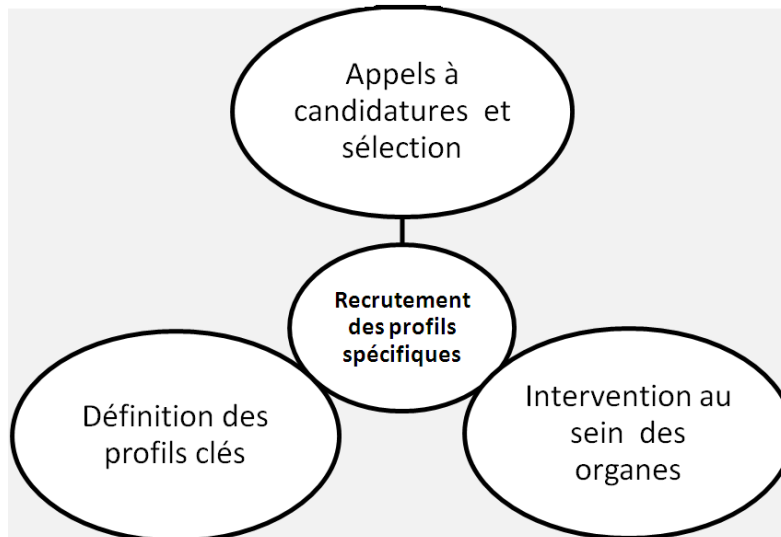
- Médias,
- Internet : Site web, page Facebook, e-mails,
- Brochures, prospectus et dépliants du parti,
- Porte - à - porte etc.

Processus d'intégration pour chaque nouveau/elle militant/e

Il est important d'avoir un processus d'intégration des nouveaux membres. Ce processus peut comprendre :

- L'intégration dans un organe à la base ;
- Une formation de base sur l'idéologie et les fondements du parti ;
- L'implication dans les projets et activités du parti.

Dans le cas où le parti est à la recherche des compétences spécifiques, le processus de recrutement est légèrement différent.



Dimensions d'un recrutement des profils spécifiques au sein du parti politique

Définition des profils clés

Pour aller à la recherche des compétences spécifiques, le parti a besoin de définir le profil recherché. Généralement le profil peut être résumé par trois éléments clés requis pour la fonction :

- Les connaissances requises ;
- Les aptitudes requises ;
- Les attitudes recherchées ;

Etant donné que généralement les partis n'ont pas suffisamment de ressources pour payer des salaires compétitifs, il est important d'être créatif afin d'attirer des compétences d'un bon niveau, tout en gérant le budget réduit du parti. Quelques possibilités pour le parti sont :

- Le travail à temps partiel ;
- Des stagiaires qui utilisent leur expérience dans le parti pour remplir des exigences sur le plan académique ;
- Des groupes de travail d'une durée limitée, permettant à des personnes avec une compétence pointue d'y participer ;
- Des collaborations avec des groupes académiques (travaux de recherche) ou des OSC.

Appels à candidatures et sélection

Pour le recrutement des profils spécifiques, le parti a besoin de rechercher des personnes dans des lieux spécifiques : Universités, ONG, lieux professionnels, etc.

Dans la plupart des cas, pour obtenir des profils spécifiques, le parti aura besoin de contacter des individus et non pas de faire un appel généralisé.

Intervention au sein des organes du parti

L'intégration des profils spécifiques dans le parti se fait généralement de manière un peu plus professionnelle que l'intégration générale des membres.

Afin de s'assurer que ces personnes sont performantes il est souhaitable de :

- Définir un cahier de charges et des objectifs spécifiques pour elles ;
- Spécifier les processus par lesquels ces personnes vont collaborer avec les autres dans l'organe du parti ;
- Spécifier les résultats à atteindre et les critères d'évaluation pour son travail ;
- Spécifier les ressources qu'aura cette personne pour travailler ;
- Spécifier la rémunération pour ce travail, même quand il n'y en aura pas ;
- Mettre à disposition les formations dont cette personne aura besoin pour réaliser les objectifs.

b- Fidélisation des membres

Il ne suffit pas seulement de recruter de nouvelles personnes, de nouveaux membres. Il faut aussi et surtout les retenir dans le parti. Les éléments tels qu'un fonctionnement conforme aux règles et principes du parti et la formation continue apparaissent comme des facteurs indispensables à la fidélisation des membres et sympathisant/es d'un parti politique.

Activités courantes d'un organe de base du parti

Il est important que les membres nouvellement recrutés soient mis en action. Plusieurs activités s'y offrent au sein d'un organe de base :

- Réunion ordinaire de l'organe de base – Les questions de fonctionnement de l'organe, les informations venant des organes de direction ou des autres organes de base, les débats politiques et les actions communautaires au sein de leur localité constituent autant de sujets pouvant faire l'objet des débats au cours d'une telle réunion.
- Participation à une campagne de sensibilisation sur les inscriptions électorales en période électorale, etc.

Activités spécifiques en guise d'occupation du nouveau/ de la nouvelle militant/e

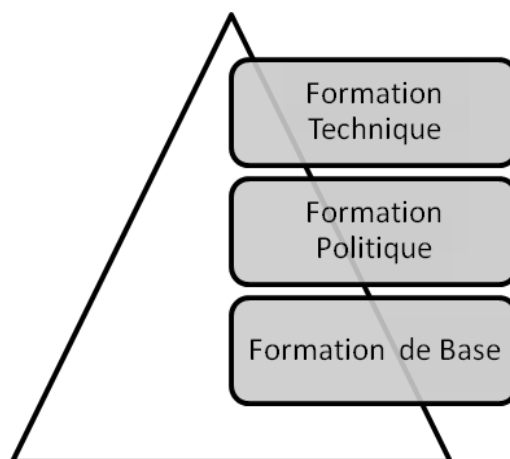
Au-delà des activités de fonctionnement stricto-sensu d'un organe de base, des responsabilités précises peuvent être confiées au nouveau membre. Il peut s'agir entre autres par exemple, de mener une enquête ou un sondage sur les conditions socio-économiques des populations de la localité, afin de mieux maîtriser le contexte social, économique et politique de l'environnement de l'organe de base.

Il est important d'occuper le plus tôt possible les nouvelles personnes, avec des activités précises qui s'inscrivent dans le cadre du bon fonctionnement du parti. Cela constitue l'un des facteurs de l'attractivité du parti politique progressiste auprès des populations. Toutefois, cette opérationnalisation systématique des membres doit exprimer l'idéologie et l'identité du parti. En cela, il est nécessaire de conduire des activités de formation continue des nouvelles recrues.

2. La formation continue des membres

La force du parti repose sur des membres bien formés qui comprennent l'idéologie du parti, la vision et le programme politique du parti, ainsi que ses objectifs clés.

Le niveau de compréhension ainsi que la capacité de mener à bien les activités du parti, dépendent de la formation continue au sein du parti. Il y a trois grandes catégories de formation continue :



Le trépied de la formation des membres au sein d'un parti

a- La formation de base

La formation de base porte sur les éléments qui fondent le parti. Il s'agit des piliers du parti. Il est important non seulement de former les militant/es sur ces piliers, mais aussi de faciliter des discussions et réflexions périodiques sur ces éléments, afin de permettre aux membres de réfléchir sur leur mise en pratique. Il s'agit notamment des formations et réflexions sur :

- Les différentes idéologies politiques ;
- L'idéologie, les principes et valeurs du parti ;
- L'historique et le fonctionnement du parti ;
- La vision et le programme politique ;
- Les symboles, l'hymne et la devise du parti, etc.

b- La formation politique

La formation politique porte sur les questions qui permettent aux membres de comprendre l'actualité politique et de contribuer à la construction des institutions et systèmes politiques dans le pays. La formation politique porte sur des questions telles que :

- **Les idéologies politiques** – Social-démocratie, Socialisme, Démocratie, Communisme, Marxisme, etc.
- **Les institutions politiques** – Assemblée Nationale, Communes, Gouvernement, Présidence, etc.
- **Les systèmes politiques** – système électoral, processus de révision constitutionnelle, processus de prise de décision gouvernementale, etc.

- **L'actualité politique** – Les positions du gouvernement, l'actualité politique internationale, etc.
- **Les questions techniques de gouvernance nationale** – économie nationale, systèmes sociaux (éducation, santé...), relations internationales, etc.

c- La formation technique

En dehors des questions politiques, les membres d'un parti, notamment les responsables à chaque niveau, ont besoin de formation technique pour remplir leurs fonctions. Ces formations peuvent être dans des domaines tels que :

- Le management d'une organisation ;
- La gestion financière d'un parti politique ;
- La communication politique ;
- Le management des équipes ;
- La planification et le développement organisationnel, etc.

3. Promouvoir et responsabiliser les membres au sein du parti

Il existe en règle générale deux voies d'évolution au sein des partis politiques :

- La voie électorale qui concerne les postes politiques ;
- La voie nominative qui est spécifique aux fonctions administratives.

Par ailleurs, il existe des opportunités ponctuelles et permanentes de travail ou de prestation de services au sein des partis politiques. Ces opportunités peuvent être offertes à des membres. Elles requièrent régulièrement des qualités et compétences spécifiques. Pour en faire part aux membres, il importe donc de communiquer les critères et conditions d'éligibilité et d'opérer une sélection objective qui dispense le parti de tout soupçon quelconque.

De toutes les façons, dans les cas de figure de nomination ou cooptation, il est important et même indispensable de procéder dans la transparence. A cet effet, au sein du parti, il est important de :

- Posséder une base de données des membres sans cesse actualisée ;
- Assurer le suivi du fonctionnement des militant/es. A cet effet, une fiche d'identification du membre peut être créée et utilisée ;
- Etablir des règles de nomination (cooptation) claires qui seront communiquées à tous ;
- Disposer d'un circuit évolutif transparent, compris et respecté par tous les membres ;
- Etablir des instances de décisions composées de plus d'une personne ;
- Inclure autant que possible des étapes de consultation, même quand la décision définitive sera prise par d'autres.

Bon à Savoir :

Il existe des règles non écrites en vigueur au sein des partis politiques qui peuvent influencer certaines décisions. Le parti peut choisir un/e candidat/e par rapport à l'autre pour des raisons d'équilibre régional, équilibre en genre ou représentation d'un groupe minoritaire. Dans la mesure du possible, il est important de développer une politique du parti en ce qui concerne la représentativité des différents groupes. Toujours est-il que ce n'est pas toutes les décisions de ce type qui feront l'objet d'une communication explicite.

En dehors des postes de responsabilité politique, les membres des groupes de travail et des commissions sont souvent désignés par le leadership du parti à différents niveaux. Pour ce type de fonction il est important de :

- Connaître les compétences des membres du parti, afin de pouvoir utiliser leurs compétences dans ces groupes ;
- Varier autant que les exigences de compétences le permettent, les membres qui participent à ce type d'activités, afin de créer des opportunités pour le maximum de membres possible ;
- Intégrer les sympathisants et experts externes, qui pourront, en gagnant d'intérêt pour le parti, vouloir devenir des membres à part entière du parti.

Chapitre 5 : La dynamique interne du parti

Objectif du chapitre

Présenter des procédures, outils et idées, qui permettent de rendre le parti dynamique, productif et compétitif sur la scène politique nationale

A voir dans ce chapitre :

1. *Le fonctionnement des organes*
2. *Gérer les divergences d'opinion*
3. *Prévenir et gérer les crises et conflits internes*

Par dynamique interne, il faut comprendre l'essentiel du fonctionnement interne d'un parti politique, lequel conditionne en même temps son efficacité sur la scène politique nationale. Cela intègre des aspects tels que les réunions statutaires régulières des différents organes du parti, les interrelations entre les membres et les procédures de gestion de conflits qui adviendraient entre eux.

1. Le fonctionnement des organes

Tout parti politique repose sur le fonctionnement de ses organes. Plus les organes sont efficaces, plus le parti peut réaliser des activités à fort impact social et politique. Cela est encore plus efficient si le parti a une utilisation rationnelle des ressources.

La gestion administrative des organes

Il est important que les organes fonctionnent avec une organisation qui garantit l'efficacité et la durabilité du parti dans son ensemble. Il est à noter que pour les différents aspects de gestion dans le parti, les organes de direction doivent définir un système cohérent et fournir des procédures et outils aux organes de base afin d'assurer une synergie et une efficacité dans l'ensemble du parti. Entre autres, chaque organe a besoin de :

- ***Tenir des réunions régulières*** - Il est souhaitable pour chaque organe, selon les standards définis par le parti dans son ensemble, de tenir des réunions avec des objectifs et un ordre du

jour standards, et une périodicité convenable aux membres. Il est aussi important que chaque organe respecte le modèle standard pour dresser les comptes rendus des réunions.

- **Assurer le suivi des membres** - Au sein de chaque organe, il est important d'établir et maintenir une base de données/ un répertoire sur les membres. C'est le registre de chaque organe qui permettra de savoir si le membre est à jour dans ses cotisations, s'il participe régulièrement aux réunions et aux différentes activités du parti etc.
- **Opérer une gestion financière** - Bien que les organes de direction fixent les standards en matière de contribution financière, la gestion et la transparence financière dépendent de chaque organe. Il est important que les règles financières soient clairement définies et communiquées aux membres et que chaque organe maintienne des rapports financiers détaillés et justes, selon les standards définis par le parti.
- **Assurer la communication interne** - Chaque organe a besoin d'assurer la communication avec les autres organes du parti et avec les membres à son niveau. Les canaux de communication sont un vrai défi dans le contexte de l'Afrique Centrale. Il est important pour chaque organe d'établir des canaux de communication qui garantissent l'arrivée de l'information chez chaque militant/e de l'organe ainsi que la transmission vers les autres organes (de base, de coordination et de direction) du parti.

Le dynamisme du parti sur le terrain

En plus de la gestion administrative du parti à travers ses organes, il est important que chaque organe mène des activités avec ses membres dans sa communauté (quartier) pour assurer le dynamisme du parti. Deux types d'activités peuvent être menés par chaque organe de base du parti à cet effet.

- **Activités politiques**

Chaque organe du parti peut mener des activités qui sont soit liées aux éléments idéologiques et identitaires du parti ou liées à l'actualité politique. Les organes peuvent organiser des activités telles que :

- Débats et discussions sur l'idéologie et les symboles du parti ;
- Concours d'essais, de poèmes, de dessin, de chansons, etc. sur les symboles du parti ;
- Discussion et débats sur la mise en pratique des idéaux du parti dans la résolution des problèmes de la société.

- **Activités communautaires**

En plus des activités purement politiques, il est important pour un parti progressiste de se connecter à sa communauté. Les différents organes du parti peuvent mener des activités telles que :

- Des discussions et débats sur les problèmes de la communauté ;
- Projets de développement communautaire ;
- Participation aux colloques et séminaires dans la communauté.

Bon à savoir :

Il est important d'impliquer les populations du quartier dans lequel se trouve l'organe de base en réalisant des activités communautaires afin d'assurer une interactivité étroite avec ces populations. Le parti s'assure ainsi une sympathie de son environnement social qui peut être décisif lors des consultations électorales.

Assurer l'atteinte des objectifs par les organes du parti

Il est important pour le parti de mettre en place un mécanisme simple de suivi pour ses différents organes. Chaque organe devra avoir des responsables formés sur le cycle de gestion et l'atteinte des objectifs fixés par les organes de direction du parti.

- **Cycle de gestion dans les organes**

Le cycle de gestion permettra aux organes du parti à chaque niveau de planifier, d'agir et d'évaluer l'évolution dans le parti : avec cette méthode de gestion, chaque organe va d'abord définir quelques objectifs clés, puis mobiliser les ressources nécessaires, ensuite mener des activités et à la fin, pouvoir évaluer si les objectifs ont été atteints.

La mise en œuvre d'un tel cycle de gestion permettra aussi de faire des membres de véritables acteurs et actrices dans le parti, au lieu d'être des personnes qui attendent tout du niveau central.

Toutefois, il faudrait tenir compte du fait que la mise en œuvre de nouvelles méthodes nécessite beaucoup de formation et un temps d'absorption de la part des membres. Introduire une nouvelle approche, revient à changer les habitudes et les attitudes, ce qui ne peut pas se faire du jour au lendemain.

- **Evaluation au sein du parti**

Chaque organe du parti doit prendre le temps d'évaluer son action au moins une fois par an, de préférence plus souvent que cela.

Le parti peut fournir de simples outils pour la planification et l'évaluation. Le parti doit mener une évaluation de l'ensemble de son action au moins une fois par an. Plus ce sera fait par les organes, plus l'évaluation de l'ensemble des actions du parti sera facile.

2. Gérer les divergences d'opinion

Il s'agit de disposer des mécanismes de délibération. Les adhérent/es d'un parti politique viennent d'horizons différents, et malgré leur adhésion commune aux idéaux du parti, elles/ils auront différentes approches, opinions et manières d'aborder les questions politiques et les positions du parti. Il est important pour le parti de mettre en place des méthodes pour gérer la diversité au sein du parti.

Comment s'assurer que le débat est libre et démocratique au sein du parti ? Comment s'assurer que les décisions prises reflètent le point de vue de la majorité ? Comment s'assurer qu'une fois une décision prise, l'ensemble des membres y adhèrent ?

- **Le débat démocratique au sein du parti**

Le débat démocratique est sacré au sein du parti. Il est important que tous les membres du parti se sentent libre d'exprimer leurs opinions au cours des débats au sein du parti. Il est important de fournir aux membres des méthodes et outils qui facilitent l'expression démocratique, par exemple :

- ✓ *Faire une rotation des personnes qui président les réunions ;*
- ✓ *La constitution des groupes de travail pour différents projets ;*
- ✓ *La préparation et la structuration des réunions pour faciliter l'expression des opinions ; etc.*

- **Les mécanismes de prise de décision**

Après discussion et débat, il est nécessaire de prendre des décisions dont l'ensemble du parti est responsable. Il est important de déterminer les mécanismes de prise de différents types de décision au sein de chaque organe du parti. Les décisions peuvent être prises par :

- ✓ Vote ;
- ✓ Discrétion des leaders après consultation ;
- ✓ Discrétion des leaders après analyse à leur niveau.

- **Le respect de la discipline**

Une fois qu'une décision est prise, il est important que l'ensemble des membres du parti adhèrent à cette décision et travaillent pour sa mise en œuvre. Le respect de la discipline du parti demande que tous les membres, même ceux qui n'étaient pas d'accord avec cette position, s'investissent (en guise d'obligation) dans sa mise en œuvre. Il est important que le parti stipule clairement le principe du respect de la discipline dans ses statuts ; et sanctionne ceux qui ne respectent pas cette discipline au niveau de chaque organe. Toutefois, une certaine prudence s'impose en maniant les sanctions à ce niveau pour ne pas tomber dans le piège où les membres du parti cessent d'exprimer librement leurs opinions.

- **Comment gérer la responsabilité individuelle**

Il arrive qu'un membre insiste sur son point de vue ou sa proposition, parce qu'il est sincèrement convaincu de sa position et la trouve mieux pour l'ensemble de la communauté ou moralement supérieure. Le parti doit gérer ces situations au cas par cas. Ceci peut nécessiter une médiation.

3. Prévenir et gérer les crises et conflits internes

Dans le fonctionnement d'un parti politique, il est fréquent d'enregistrer des conflits entre membres ou entre responsables des organes de base, de coordination ou de direction. Ces conflits et crises peuvent être :

- ✓ Liés à des décisions stratégiques : Divergences d'opinion entre responsables sur des options spécifiques ;
- ✓ Relatifs à une querelle de leadership entre responsables du parti.

Quelle qu'en soit la nature, pour la stabilité et l'intégrité du parti politique, il est important de disposer de mécanismes efficaces de gestion et de prévention afin de faire face aux conflits et éviter des troubles au sein du parti.

- **La prévention des crises est systémique**

La véritable prévention des crises est systémique. La mise en place des systèmes mentionnés ci-dessus pour assurer la transparence dans la gestion du parti, pour gérer la parole de manière démocratique, pour prendre des décisions qui reflètent la perspective de l'ensemble, etc., permet de prévenir les crises et fournit des outils pour gérer ces crises quand elles surviennent.

- **La gestion des conflits et crises nécessite souvent une médiation organisée**

Dans les cas où les systèmes et outils ne peuvent pas résoudre une crise ou un conflit, il est parfois nécessaire de faire recours à la médiation. Cette médiation peut être :

- ✓ Permanente : comité composé de personnes aux profils différents dont la fonction permanente est d'assurer la résolution de conflits au sein du parti ;
- ✓ Ponctuelle : comité ad-hoc mis en place ayant pour objectif de trouver une issue favorable à une crise actuelle. Cette issue doit être surtout profitable au parti politique, et au-delà de tout intérêt individuel.

Il est important que :

- ✓ La médiation soit acceptée par les parties prenantes ;
- ✓ Les médiateurs soient acceptés par les parties prenantes ;
- ✓ Les médiateurs aient été formés à leur tâche ;
- ✓ Les résultats de la médiation se situent dans le cadre global des principes et systèmes du parti.

Bon à savoir :

Pour le bien du parti, il est souhaitable que les membres du comité de médiation soient, au moins en partie, issus d'organisations externes au parti politique. Des personnes externes peuvent souvent garder plus de distance vis-à-vis du conflit et des personnes y impliquées.

PARTIE III

Ancrage social du parti politique progressiste

Objectif :

Proposer des stratégies et outils pour un déploiement interne et externe efficace du parti dans sa société.

Chapitres à voir dans cette partie :

- 6. L'ancrage dans la société*
- 7. La gestion des élu/es aux institutions nationales et locales*
- 8. La construction et la gestion des partenariats*

Chapitre 6 : L'ancrage dans la société

Objectifs du chapitre :

Proposer des approches, des idées et des outils permettant à un parti d'établir une relation étroite avec son environnement territorial, sociologique et institutionnel

A voir dans ce chapitre :

- 1. L'ancrage territorial*
- 2. L'ancrage sociologique*
- 3. L'ancrage institutionnel*

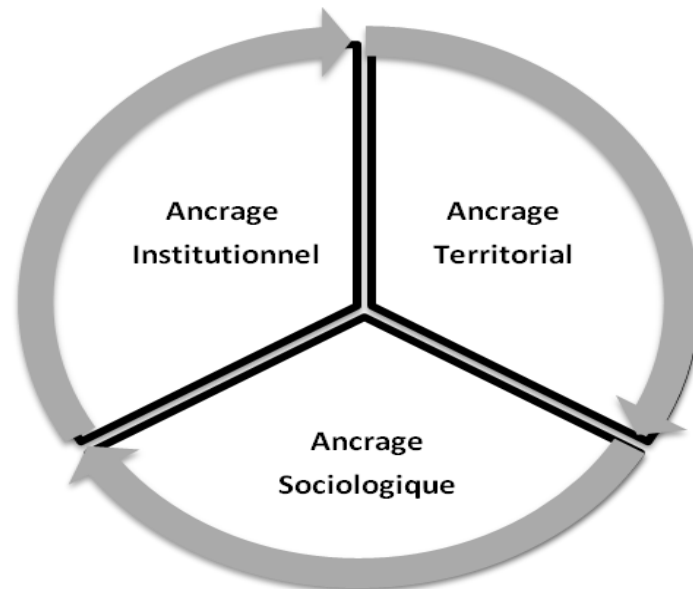
Un parti politique doit absolument avoir un fort ancrage dans la société, s'il veut effectivement un jour conquérir le pouvoir. L'un des facteurs de désaffection de la population vis-à-vis de la politique est dû à la perception d'une déconnection des partis politiques des réalités sociales.

L'ancrage ici signifie que le parti a tissé des liens étroits avec des segments de la population qui constituent ses groupes cibles de premier choix. Cela peut se traduire par le fait que les intérêts et les besoins de ces groupes sont ceux qui sont prioritairement défendus par le parti. Cela peut aussi signifier qu'il existe une collaboration réelle et effective entre ce parti et ces groupes sur des questions aussi bien politiques que sociales.

Un parti bien ancré dans la société est un parti qui :

- Dispose de partenaires véritables dans les organisations ou regroupements dans lesquelles se retrouve son électorat de choix ;
- Dispose en son sein des représentant/es des différentes couches de la société ;
- Organise sa communication et son action autour des besoins, intérêts et attentes des populations cibles ;
- Dispose de relais effectifs au sein de cette population ;
- Dispose d'une capacité de mobilisation forte et effective grâce à ces populations cibles qui constituent son électorat ou sa « clientèle ».

Il existe au moins trois dimensions d'ancrage pour un parti politique ambitionné de jouer les premiers rôles sur la scène politique nationale :



Les dimensions d'un ancrage efficace d'un parti politique progressiste

1. L'ancrage territorial

L'ancrage territorial d'un parti politique dépend de ses objectifs globaux. Les partis politiques ont des objectifs globaux différents qui peuvent les amener à adopter une stratégie d'ancrage territorial qui est :

- L'ancrage local : Un ou plusieurs fiefs électoraux ;
- L'ancrage régional ;
- L'ancrage national.

Quelle que soit la stratégie adoptée par un parti, celle-ci nécessite la définition d'un certain nombre d'étapes clés :

- ✓ L'analyse du parti (*Cartographie de couverture spatiale locale ou nationale du parti*) et de son environnement (*Etudes sociales, économiques et politiques*) ;
- ✓ Les objectifs à moyen et long terme ;
- ✓ Les objectifs immédiats ;
- ✓ Les étapes claires de réalisation de ces objectifs ;
- ✓ Les actions à mettre en œuvre ;
- ✓ Le calendrier prévisionnel de couverture ;
- ✓ L'évaluation des ressources matérielles, humaines et financières nécessaires ;
- ✓ L'identification des sources ou des appuis potentiels ;
- ✓ L'identification des difficultés ou contraintes internes et externes.

a- L'ancrage local : Un ou plusieurs fiefs électoraux

Qu'est-ce qu'un fief ? Le fief est un domaine territorial d'influence du parti politique. C'est une partie du territoire acquise au parti. Généralement dans son fief, le parti a une emprise lui permettant de gagner des victoires électorales.

Un parti politique peut avoir pour objectif la conquête d'un fief acquis à sa cause, ce qui lui permet d'influencer la politique au niveau local, régional et national. Un parti peut aussi avoir des ambitions de couverture nationale, il utilise donc son fief comme une base à partir de laquelle il lance la conquête des autres territoires. Le fief peut aussi permettre de :

- constituer le « laboratoire à ciel ouvert » du parti où ce dernier peut expérimenter son programme politique et affirmer la légitimité de son ambition à gouverner ;
- tirer des exemples et illustrations de « ce qui marche » et de « ce qui ne marche pas » sur les plans organisationnels et stratégiques pour envisager la conquête d'autres territoires ;
- mobiliser les ressources humaines, matérielles et financières permettant de venir en appui aux autres organes du parti en situation d'échec ou de difficultés.

Il est possible pour un parti d'avoir plus d'un fief ; un parti qui a l'ambition de gouverner au niveau national doit obligatoirement avoir plus d'un fief.

Les différentes approches de constitution d'un fief :

Approche	Description	Avantages	Inconvénients
Ethno-régionale	L'utilisation de l'appartenance ethnique et la localisation des principaux leaders du parti comme facteur clé d'attraction des membres du parti	L'appartenance ethno-régionale crée des liens très forts qui permettent aux membres d'être dédiés et fidèles au parti. La mobilisation des ressources est souvent plus facile dans « sa » région. Le fils/la fille du terroir est perçu comme ayant une bonne connaissance des problèmes du développement de la région.	Le parti est perçu comme : n'ayant pas d'envergure nationale ; étant une organisation tribale ou communautaire ; défendant des causes et intérêts fortement teintés de la coloration ethnique /communautaire dominante ; Les membres de communautés minoritaires peuvent se sentir « isolés et marginalisés » La capacité de croissance du parti peut être limitée.
Clientèle idéologique	L'utilisation d'un argumentaire idéologique pour conquérir des membres	L'adhésion est rationnelle et durable ; elle ne dépend pas d'un individu, mais plutôt des convictions intimes du militant.	Prend du temps. Nécessite : beaucoup d'investissement en formation ; une forte mobilisation de ressources pour convaincre.
Clientèle de développement	L'utilisation des œuvres de développement pour conquérir des membres	Les membres adhèrent à cause des projets « concrets » que le parti réalise dans le territoire, créant un lien logique et émotionnel.	Place le parti dans une position de celui qui doit résoudre les problèmes de développement, ce qui est intenable. Parfois ceux/celles qui ne sont pas directement touché/es par le projet de développement n'adhèrent pas. Il en résulte souvent une sorte de mercantilisme politique (membres fictifs).

Un parti peut bien sûr utiliser une combinaison d'approches pour bâtir son fief.

- La mise en place d'organes dont les responsables sont systématiquement représentatifs de la diversité sociologique de la zone ou du pays ;
- L'instauration et le respect de règles qui mettent en valeur les principes transversaux à toutes les communautés sociologiques / ethniques ;
- La défense et la promotion des causes de portée nationale ;
- La dépersonnalisation autant que possible du parti de son leader (*Ne pas identifier le parti à son leader*) ;
- La mise en avant systématique de plusieurs figures constituant le leadership du parti.

Il existe encore d'autres approches de constitution d'un fief. Celles-ci figurent dans le tableau ci-dessous :

Approches	Éléments clés
Identification et choix stratégiques des régions/ circonscriptions clés	<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'histoire politique locale ✓ La structure démographique et la réalité sociologique locales ✓ La situation économique et sociale locale ✓ L'existence d'une clientèle « idéologique » au niveau local
Le choix des combats / causes que le parti va mener	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les intérêts des populations cibles ✓ Des besoins des populations cibles ✓ Des problèmes des populations cibles

A quoi reconnaissons-nous que nous avons un fief ?

On peut distinguer ici une notion « absolue » du fief ainsi qu'une conception « relative ».

Au sens absolu :

- Le parti a la majorité et donc le contrôle dans les différentes instances que sont la région et la mairie ;
- Le parti a obtenu une série de victoires successives dans la circonscription concernée au cours des dernières échéances électorales ;
- Le parti a une grande capacité de mobilisation, qu'il peut déployer chaque fois que la nécessité se fait sentir ;
- Le parti est véritablement considéré auprès de certains groupes à fort potentiel de mobilisation comme un partenaire institutionnel traditionnel et incontournable, occupant une place de choix dans leurs représentations et leurs cultures.

Au sens relatif :

- La circonscription est celle où le parti réalise ses meilleurs scores électoraux même s'il ne gagne pas ;
- La circonscription est celle où le parti a le plus de chances de parvenir au contrôle d'une collectivité territoriale décentralisée (mairie, région) ;
- La circonscription est celle où le leader du parti a son siège et veut s'imposer durablement ;
- La circonscription est celle où le parti a sa plus forte capacité de mobilisation.

Ainsi, le fief apparaît véritablement comme la rampe de lancement de l'opération de conquête du pouvoir politique national pour un parti.

b- L'Ancrage régional ou national

L'ancrage régional – Cet ancrage est similaire à celui d'un fief, sauf que le parti couvre un territoire plus important qui lui permet d'être un véritable acteur sur la scène nationale. Un parti peut avoir pour but d'occuper les postes électifs d'une seule région et d'assurer la gestion uniquement de cette région, dans ce cas le parti aura uniquement un ancrage régional.

Son approche stratégique pour l'ancrage sera soit une approche de fief, soit une approche d'ancrage régional, selon les spécificités de la région.

L'ancrage national - les centres urbains au centre de la stratégie

Pour assurer un ancrage sur l'ensemble du territoire, le parti va généralement se focaliser dans un premier temps sur les principaux centres urbains. Ces derniers sont caractérisés par :

- Une population importante,
- Une représentation des différents groupes sociologiques du pays,
- La présence des centres administratifs importants,
- Les centres économiques,
- Les principaux centres médiatiques.

Les territoires urbains constituent le « centre » dont dépend la « périphérie », constituée des territoires ruraux.

Les centres urbains rythment la vie politique, économique, culturelle et sociale de l'ensemble des territoires qui leur sont rattachés. Ils sont par essence cosmopolites et accueillent des populations venant des coins et recoins du pays. Tout événement d'importance qui se produit dans ces centres urbains connaît, à travers les populations diverses qui y vivent, des répercussions dans l'ensemble de l'arrière-pays.

Ce sont donc des circonscriptions hautement stratégiques.

Conquérir le pouvoir dans un grand centre urbain permet au parti d'être sous les feux de la rampe en raison des enjeux importants liés aux dossiers à traiter d'une part et de l'importance des ressources humaines, matérielles et financières à gérer d'autre part.

Aussi un parti dans sa stratégie d'ancrage régional ou national doit généralement commencer par les centres urbains.

Assurer la présence dans les grands bassins de populations des zones rurales

Autant les grands centres urbains sont stratégiques, autant il est important de s'assurer d'un ancrage dans les grands bassins des populations des zones rurales, surtout pour certains partis politiques qui défendent essentiellement les intérêts de ces populations, par exemple les intérêts des agriculteurs ou des paysans.

La zone rurale peut constituer le fief à partir duquel l'on va à la conquête du reste du pays.

Vu le fait que les informations et la formation politique sont généralement moins accessibles à cette population, il est important de créer des canaux de communication et des passerelles qui permettent à ces populations de comprendre l'idéologie, la vision et le programme du parti et d'y adhérer.

c- réussir son ancrage territorial

Mettre en œuvre efficacement les différentes approches stratégiques d'implantation territoriale requiert de prendre quelques dispositions. Ci-dessous, figurent des éléments de base à prendre en compte pour aborder ce défi de la meilleure manière qui soit.

- **Adapter et ajuster la stratégie d'implantation en fonction des événements et de l'environnement**

L'importance de développer une stratégie en fonction des objectifs globaux de parti a déjà été démontrée dans les pages précédentes. Toutefois il ne suffit pas de développer une stratégie. L'environnement politique est parfois très mouvementé. Les données et les acteurs/trices changent. Même les objectifs globaux du parti peuvent muter. Le parti a besoin de s'ajuster et de modifier sa stratégie en conséquence.

En plus du niveau stratégique, le parti a besoin de faire un travail de réflexion opérationnelle afin de réussir son implantation. Il est important de :

- **Mobiliser les ressources pour un dispositif dédié**

Lorsque la stratégie d'implantation territoriale est définie, il reste à la mettre en œuvre. Naturellement, cela suppose une combinaison des ressources humaines, financières et matérielles.

- *Les ressources humaines*

Sans des ressources humaines disponibles en quantité et en qualité dans le cadre d'une équipe dédiée, le travail d'implantation ne peut se faire effectivement. Le parti doit avoir une personne chargée de la structuration ou de l'organisation de parti. Cette personne a généralement rang d'un secrétaire général. Cette personne peut avoir un adjoint permanent ou temporaire chargé de l'implantation du parti au niveau national. Il est souhaitable d'avoir autour du secrétaire général chargé de l'organisation au moins deux commissions permanentes :

- ✓ Commission en charge de la création des organes de base
- ✓ Commission en charge de l'animation et du suivi des organes de base nouvellement créés

Ces commissions doivent avoir naturellement au sein des organes de coordination et au sein des organes de base, des relais qui assurent le travail de création et de l'animation des organes de base.

Exemple : Profil des personnes dédiées à l'implantation

- ✓ Personnes disponibles pour effectuer régulièrement des voyages
- ✓ Personnes au contact facile et à l'aise avec les autres
- ✓ Personnes ayant une bonne connaissance des valeurs, de l'histoire et du fonctionnement du parti

- *Les ressources matérielles*

Pour faciliter l'implantation et la visibilité du parti dans une circonscription, il est vital de mobiliser un minimum de ressources matérielles. Il s'agit notamment :

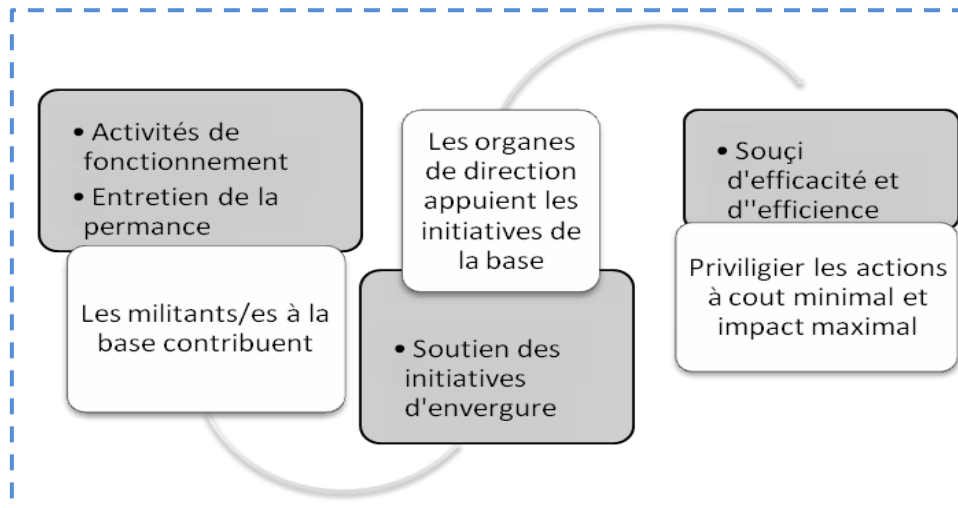
Éléments clés	Description	Bon à savoir
Une permanence	<ul style="list-style-type: none"> • Une plaque bien visible • Une salle de réunion pour les membres facilement accessible • Ouverture 7j/7 autant que possible 	La permanence doit être <ul style="list-style-type: none"> • un marqueur de présence • un centre de renseignement du public • un bureau de liaison avec l'administration et d'autres partenaires • un lieu de réunion pour les militants/es
Du matériel de bureau	<ul style="list-style-type: none"> • Tables et chaises • Matériel bureautique • Téléphone • Ordinateur, imprimante et photocopieuse • Une ligne internet 	<ul style="list-style-type: none"> • Eléments pour le travail administratif • Internet permet de réduire les coûts de communication avec les différents organes du parti
Du matériel du parti	<ul style="list-style-type: none"> • Cartes de membres • Statuts et autres textes du parti • Gadgets (affiches, drapeaux, etc.) 	Très important pour faciliter le recrutement en particulier et le travail politique en général
De la documentation sur le parti	<ul style="list-style-type: none"> • Journaux nationaux • Circulaires et notes administratives • Manuels et livres sur l'idéologie du parti 	Ces documents permettent d'assurer la formation continue des membres du parti

Bon à savoir :

Pour la plupart des partis pour cause des ressources limitées, la permanence est souvent le domicile ou le lieu de travail d'un des militants. Le plus important est d'avoir un lieu de rencontre et un lieu où les personnes intéressées peuvent recevoir des informations. Il est aussi possible d'avoir une « permanence » qui est effectivement ouverte des jours et/ou des heures précises dans la semaine.

- *Les ressources financières*

Elles constituent naturellement le nerf de la guerre. Elles font partie des ressources qui sont rarement en quantité voulue et suffisante. Cependant, sans un minimum, il est très difficile d'assurer l'ancrage territorial du parti. Dans ce contexte, il serait important de réaffirmer les principes suivants :

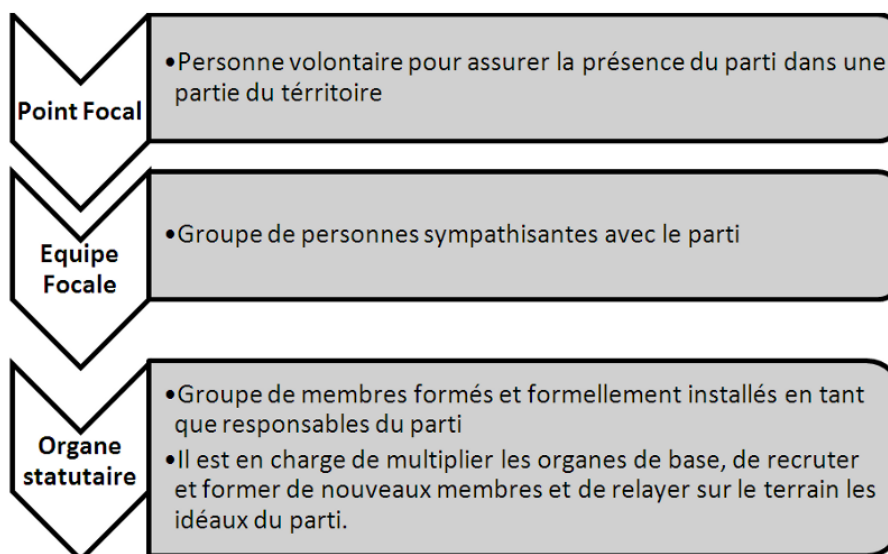


Quelques principes pour une utilisation efficace des ressources financières

Il est aussi important d'établir des budgets, de faire des évaluations et d'établir des rapports financiers qui sont communiqués à tous les membres concernés afin de maintenir leur confiance en l'organisation et de s'assurer qu'ils/elles continuent à contribuer financièrement.

- **Avoir des relais sur le terrain :**

Pour rapidement mettre en place des organes du parti sur l'ensemble du territoire, il peut être utile de faire preuve de souplesse et de flexibilité. Dans cet ordre, il peut être intéressant de procéder comme suit chaque fois que le parti est invité à s'installer sur le terrain.



Démarche simplifiée de couverture territoriale d'un parti politique progressiste

2. L'ancrage sociologique

La notion d'ancrage sociologique renvoie ici à trois éléments clés :

- La présence à tous les niveaux du parti des personnes issues des principales couches de la population ;
- Les préoccupations des principaux groupes sociologiques qui sont reflétées dans le programme et les positions du parti ;
- Les activités du parti qui sont menées avec ces groupes et autour de leurs préoccupations.

a- Comment aborder au mieux l'ancrage sociologique

Un parti qui a en son sein des représentant/es des diverses couches de la population augmente son potentiel de mobilisation des différents segments de l'électorat. Il se donne aussi le moyen, à travers la gestion de la diversité que cela implique, de développer des idées pour des politiques d'intégration à l'échelle de tout le pays. Ci-dessous quelques idées pouvant permettre de développer une stratégie et des mécanismes d'inclusion efficaces.

- ***Partir des besoins pratiques des populations :***
 - Identifier les problèmes rencontrés par les principales populations cibles ;
 - Engager les populations cibles en leur offrant des voies d'action pour l'analyse et l'identification des solutions à ces problèmes ;
 - Développer et communiquer des propositions relatives à ces préoccupations clés ;
 - Accompagner ces groupes autant que possible dans la mise en œuvre des solutions pour leurs problèmes.
- ***S'appuyer sur les relais des associations et de la société civile :***
 - Travailler avec les associations dans lesquelles se retrouvent ces communautés ;
 - A titre d'exemple, participer ou soutenir des actions menées par ces organisations ;
 - Etre présent aux manifestations ou autres évènements organisés par ces associations ;
 - A l'occasion de célébrations nationales (Fête de la jeunesse, journée de la femme, fête du travail, etc.) ou internationales, communiquer avec ces organisations ;
 - Prendre publiquement et régulièrement des positions en rapport avec les problèmes ou défis que ces catégories affrontent.
- ***Avoir une vraie stratégie de recrutement :***
 - Il faut s'organiser pour recruter :
 - Communiquer en se servant des supports et des canaux fréquemment utilisés par les catégories de la population ciblées ;
 - Créer des espaces de discussion avec les groupes ciblés ;
 - Avoir des relais dans les milieux et organisations propres aux organisations cibles ;
 - Développer des argumentaires et des supports d'informations qui adressent directement les préoccupations des populations cibles.

- **Développer et communiquer des quotas de représentation :**

Le parti peut adopter une stratégie de quota, pour s'assurer qu'il y a une représentativité de certains groupes clés, notamment au niveau du leadership. S'il adopte des quotas, le parti doit aussi adopter une stratégie pour identifier et recruter des personnes qualifiées qui pourront remplir les quotas. La qualité et la compétence sont exigées en plus des caractéristiques du groupe cible. Dès lors, le défi de trouver des personnes qui remplissent tous ces critères et celui du parti se pose.

Exemple de quotas :

- Pourcentage de jeunes, femmes et/ou personnes handicapées dans les organes de base, de direction et de coordination ;
- Représentativité des communautés ethniques ;
- Quotas pour chaque groupe clé sur la liste électorale, etc.

- b- Quelques activités susceptibles de favoriser l'ancrage sociologique :**

Certaines activités permettent d'atteindre d'une façon plus efficace les objectifs d'ancrage sociologique.

- Formation politique et citoyenne ouverte à tous :
 - Séances régulières organisées par les organes de coordination et de base du parti, sur :
 - L'histoire politique du pays
 - L'histoire et le rôle des institutions clés du pays
 - Les droits et devoirs du/de la citoyen/ne
 - Les voies de réclamation de ces droits
 - Production et distribution de dépliants et bulletins d'information.
- Formation sur les activités génératrices de revenus :
 - Mise en relation avec des OSC ou organismes appuyant les initiatives et projets économiques ou de développement ;
 - Information sur les modalités de mise en œuvre d'activités génératrices de revenus ;
 - Encouragement d'initiatives économiques (petites entreprises, GIC, etc.).
- Activités communautaires :
 - Activités d'investissement humain organisées et menées par les relais locaux du parti ;
 - Journées de santé en faveur des populations ;
 - Initiatives de soutien scolaire ;
 - Initiatives de formation technique en informatique, sur les rudiments de la couture, etc.
- Soutien et/ou accompagnement direct ou indirect des organisations de la société civile ;
- Collecte et transmission des informations clés sur les opportunités offertes par les institutions publiques ou privées aux groupes cibles partenaires ;
- Renforcement des capacités :
 - Renforcement des capacités techniques et organisationnelles en vue
 - d'une plus grande participation politique ;
 - de la promotion et de la défense de leurs intérêts, etc.

3. L'ancrage institutionnel

Il est important pour un parti politique ayant l'ambition de prendre le pouvoir, de :

- Connaître le rôle et le fonctionnement des institutions ;
- Avoir des soutiens au sein des institutions qui constituent les piliers clés du pouvoir politique central ;
- Avoir des informations sur la situation réelle du pays ainsi que les principaux dossiers ;
- Connaître les rouages de l'appareil de l'Etat et des acteurs en son sein ;
- Intégrer ses membres au sein de certains organismes étatiques aux enjeux politiques indubitables (*organe en charge des élections par exemple*) ;
- Encourager au sein des institutions universitaires des travaux de recherche qui analysent et diffusent les idées défendues par le parti.

Chapitre 7 : La gestion des élu/es aux institutions nationales et locales

Objectif du chapitre :

Présenter des procédures et des outils qui aident à mieux gérer les relations que le parti entretiendrait avec ses membres qui ont reçu des mandats électifs au sein des institutions nationales et locales.

A voir dans ce chapitre :

- 1. Investir des candidats/es pour des élections nationales et locales*
- 2. La préparation aux fonctions électives*
- 3. La collaboration entre le parti et ses élu/es*

Chaque parti doit développer une approche et des stratégies pour gérer les membres du parti qui briguent des postes électifs dans les institutions. La relation entre l'élu et le parti commence bien avant les élections et doit être géré tout au long du mandat.

1. Investir des candidats pour des élections nationales et locales

Chaque parti doit définir les méthodes pour sélectionner des candidat/es pour les élections nationales. Généralement les partis sélectionnent les candidat/es, soit par élection primaire, soit par désignation.

Organiser des élections primaires

A travers une compétition saine basée sur la méthode des élections démocratiques à l'intérieur du parti, l'on peut investir les candidat/es qui ont pu convaincre la majorité des membres de leur accorder leur confiance pour représenter le parti aux élections nationales ou locales et mettre en œuvre la vision politique du parti. Pour conduire des élections primaires, il est nécessaire d'avoir un code électoral interne au parti qui comprend des éléments tels que :

- Les critères que doivent remplir les candidat/es à chaque poste ;
- La définition de l'électorat et des critères que doivent remplir les électeurs et les électrices ;
- Le processus d'élection au sein du parti y compris :
 - L'inscription des électeurs/trices au sein du parti,
 - La vérification des identités,
 - La vérification du militantisme effectif (*Discipline, Camaraderie, etc.*),
 - Le bulletin de vote,
 - L'organe qui conduit et gère les élections primaires,
 - Le processus de proclamation des résultats,
 - L'organe compétent pour le contentieux ;
- L'organe qui investit les candidats du parti ;
- La gestion de l'après élection (*Rencontre, stratégie électorale générale, etc.*) ;
- Le processus d'investiture.

Il est important d'être très explicite sur la procédure des élections internes et de communiquer ce processus à l'ensemble des membres. Les élections internes sont souvent à la source de crises graves au sein des partis.

Désigner des candidats/es

Il arrive que pour des raisons diverses, notamment l'absence de candidat/es à un seul poste, le parti en désigne plutôt que de conduire des élections primaires. Dans ce cas, il est important que les critères et le processus de désignation soient le plus transparent possible.

Quelques critères de désignation possibles :

- Compétences pour remplir les conditions du poste brigué ;
- Connaissance de l'idéologie du parti et capacité à mettre cette idéologie en œuvre dans le cadre du poste ;
- Capacités de mobilisation massive au sein de sa communauté de résidence ;
- Capacités multiformes d'intégrer le leadership du parti au niveau où il/elle sera élu/e.

2. La préparation aux fonctions électives

Afin d'améliorer constamment la qualité des élu/es et de renforcer leurs capacités à remplir leurs fonctions, il est important pour le parti de mettre en place une série de formations pour les membres et les futurs élu/es :

- Avant les élections primaires,
- Après l'investiture des candidat/es,
- Après les élections générales.

a - Avant les élections primaires :

Il est important de former l'ensemble des membres et notamment les potentiels candidats sur les thèmes tels que :

- Le rôle des élus locaux ou nationaux ;
- Les droits et devoirs vis-à-vis du parti, de la municipalité, de l'Assemblée Nationale et de la nation ;
- Les sanctions et les peines prévues par la loi ;
- Le système électoral.

b - Après l'investiture des candidats/es :

Une fois l'investiture passée, il est important de les préparer à leurs potentielles fonctions. Des thèmes de formation peuvent être les suivants :

Le lien entre l'idéologie du parti et son rôle de représentant d'une circonscription électorale :

- Rappel de l'idéologie du parti : Fondements théoriques et implications pratiques ;
- Connaissance de sa circonscription électorale : Aspects géographique, politique, économique et socioculturel ;
- Elaboration d'un programme politique traduisant l'idéologie du parti à cette circonscription électorale.

Les aptitudes et attitudes à adopter vis-à-vis de son électorat :

- Elaboration d'une stratégie de campagne ;
- Définir sa communication politique ;
- Réussir le financement de sa campagne ;
- Comment mobiliser les populations.

Le système électoral :

- Connaître les dispositions légales relatives aux élections et les conditions d'éligibilité ;
- Elaborer une stratégie de sécurisation du vote ;
- Se préparer juridiquement aux différents recours pré et post électoraux.

c - Après l'élection générale :

Une formation technique répondant aux exigences des fonctions de managers politiques est nécessaire.

Quelques thèmes de formation :

La fonction d'élu/e (approfondie) :

- Le rôle d'élu/e local ou national ;
- Les droits et devoirs vis-à-vis du parti, de la municipalité, de l'assemblée nationale et de la nation ;
- Les sanctions et les peines prévues par la loi.

Les aptitudes managériales pour les élu/es :

- Le management par objectifs et le management opérationnel ;
- Le travail en équipe ;
- La gestion financière ;
 - Assurer une bonne comptabilité ;
 - Rapports financiers et transparence financière.

La reddition des comptes à son électorat et à la communauté :

- Le principe de la transparence ;
- La gestion participative ;
- Les comptes rendus parlementaires ou municipaux.

3. La collaboration entre le parti et ses élu/es

La gestion de la relation entre les élu/es aux institutions nationales et locales et le parti politique est délicat dans la mesure où l'élu a désormais un mandat qui va au-delà du parti quand bien même, il a été sous la bannière du parti et pour défendre la vision et le programme politique de celui-ci. Les différents intérêts que doivent défendre les élu/es sont par moment en conflit. Le parti a alors tout intérêt à maintenir une relation étroite et positive avec l'élu/e afin d'assurer la mise en œuvre de ses idéaux à travers le mandat de l'élu/e. Une des approches pour maintenir cette relation pourrait être d'établir un système de compte-rendu entre les élu/es et les leaders du parti en ce qui concerne le même niveau de responsabilité territoriale.

Exemple : *Les Conseillers Municipaux ou au meilleur des cas, le Maire d'une part, et le président et les responsables d'une circonscription administrative ensemble dans une réunion.* Les éléments suivants présentent d'autres approches utiles dans la gestion de cette relation.

a- Assurer un accompagnement technique et financier aux candidats/es pendant la campagne électorale

La campagne électorale est celle des candidats/es à l'élection certes, mais ces derniers sont les ambassadeurs du parti sur le terrain de la pratique politique. Leur élection a un double sens. Elle constitue aux yeux de la société un test grandeur nature pour vérifier l'efficacité des propositions du parti. Après l'élection, elle est une opportunité de démonstration de cette efficacité dans le cadre d'un mandat. Les candidats ne doivent donc pas faire cavalier solitaire. Ils ont besoin de :

- Un appui technique à travers :
 - L'assistance dans l'élaboration du programme politique pour les élections ;
 - La formation sur des questions pratiques de la gestion d'une campagne ;
 - La mise à disposition d'un personnel de campagne, parfois ce personnel peut être partagé avec d'autres équipes de campagne. *Ex : personnel pour la comptabilité où pour la levée des fonds.*
- Un soutien financier du parti. La responsabilité principale pour la levée des fonds pour une campagne électorale est celle des candidat/es, mais le parti peut venir en appui à plusieurs différents niveaux :
 - Au niveau local, l'ensemble des membres de la circonscription doivent faire l'effort de contribuer au financement de la campagne électorale ;
 - Au niveau central, le parti peut contribuer une quote-part pour chaque campagne locale.

Il est important de formaliser cela dans le cadre d'une stratégie bien élaboré et avec des proportions clairement définies.

Exemple : *Pour le financement de la campagne électorale d'une candidature de liste dans une circonscription électorale donnée, un parti politique a défini les quotas de contribution suivants :*

- 70 % du financement total par les candidats/es (fonds propres + fonds issus de leur réseau de mobilisation) ;
- 20 % du financement total par les organes de décision du parti ;
- 10 % du financement issu des membres à la base.

b- Un engagement légalisé entre le parti et ses candidat/es au moment de l'investiture

Pour éviter toute discorde portant sur le comportement des élu/es au sein des institutions nationales et locales, il est indispensable que les deux parties (parti politique et candidats/es) s'engagent formellement sur un certain nombre d'éléments :

- Une feuille de route avec indicateurs de performance sur des objectifs à poursuivre durant le mandat électif ;
- Un document sur lequel les élu/es s'engagent à respecter et défendre l'idéologie du parti dans les institutions ;
- Un processus par lequel la consultation et la concertation se fera entre les élu/es d'un même parti au sein d'une institution d'une part et avec le parti de l'autre part, avant la prise des décisions ou la prise des positions publiques ;
- Une quote-part des contributions des élu/es pour le fonctionnement du parti.

Bon à savoir :

Chaque élu/e a une responsabilité individuelle qui peut l'emmener à se désolidariser des positions du parti si il/elle estime que ces positions ne sont pas les meilleures pour son électorat dans son ensemble, ou selon sa conscience. Selon l'objet de ces désaccords et la manière dont ils sont gérés, l'élu/e peut renforcer ou affaiblir sa position au sein du parti et dans le cas de certaines crises graves, l'élu/e peut arriver au point de démissionner du parti!

c- Un fonctionnement étroit des élu/es avec le parti

Au regard de la faiblesse des équipes techniques dans la plupart de nos institutions, le parti peut appuyer ses élu/es en mettant à leur disposition une équipe technique pour les accompagner dans leurs fonctions. Cette équipe peut être composée de volontaires qui sont des membres compétent/es en la matière ou plusieurs élu/es du même parti peuvent s'organiser pour rémunérer une équipe. Par ailleurs, il est important que le parti mette à la disposition des élu/es des personnes qui peuvent les aider à analyser les grandes décisions dans les institutions sous le prisme de l'idéologie et des valeurs du parti.

Mettre en place un système de suivi qui permet aux élu/es d'améliorer leurs performances et au parti de renforcer leurs compétences. Ce système comprendra les éléments suivants :

- Une évaluation périodique ;
- Des indicateurs clés qui reflètent le programme politique du parti ;
- Des opportunités de renforcement mises en place suite à l'évaluation :
 - Formation ;
 - Partenariats pour le financement des projets ;
 - Synergies avec d'autres élu/es du parti, etc.

La création, telle que prévue dans les statuts, d'instances spécifiques au sein des organes de décision afin que les élu/es participent à la prise des décisions eu égard à leurs connaissances des réalités des institutions nationales et locales.

Chapitre 8 : La construction et la gestion des partenariats

Objectif du chapitre

Présenter des approches, procédures et outils efficaces pour la création et la consolidation des relations de partenariat avec les autres acteurs et actrices politiques et non politiques au sein de la société et au-delà.

A voir dans ce chapitre :

- 1. Accueillir et fonctionner avec des sympathisant/es*
- 2. Nouer et entretenir des relations avec les autres acteurs et actrices politiques*
- 3. Construire et gérer des partenariats avec des acteurs et actrices non politiques*

1. Accueillir et fonctionner avec des sympathisant/es

Les sympathisants sont des personnes qui apprécient la vision et les positions d'un parti politique sans en être des militants. Cette adhésion limitée peut s'expliquer par diverses raisons : occupation professionnelle extrêmement prenante, refus de s'afficher clairement en tant que partisan, etc.

Malgré leur adhésion limitée, les sympathisants sont souvent plus nombreux que les membres. Tandis que les militants d'un parti politique constituent son électorat certain, les sympathisants représentent son électorat probable (donc incertain). Il est alors important pour un parti politique d'entretenir une relation étroite avec ses sympathisants/es, à la fois pour obtenir leur soutien dans les actions quotidiennes du parti et pour renforcer la probabilité d'obtenir leur voix lors d'une élection.

a- Assurer une communication régulière et étroite avec ses sympathisants/es

Les informations sur l'offre politique, les positions du parti sur l'actualité et les événements clés dans le fonctionnement interne du parti politique doivent faire l'objet d'une communication régulière vers ses sympathisants/es. De même, le parti doit pouvoir recueillir les points de vue et réactions de ces derniers/es. Cela passe par la mise en place de canaux de communication consacrés à cet objectif.

Quelques outils :

- Les canaux en ligne : facebook, site web, mailing, restent les moins chers et les mieux contrôlés par un parti politique. Toutefois, le parti doit toujours tenir compte du faible taux de pénétration de l'internet en Afrique Centrale. Il sera souhaitable de combiner les canaux en ligne avec d'autres.
- La publication d'une ligne téléphonique (consacrée à l'interaction avec les sympathisants/es au sein de chaque organe du parti) pour une communication interactive orale.
- La publication d'une adresse e-mail (consacrée à l'interaction avec les sympathisants/es au sein de chaque organe du parti) pour une communication interactive écrite.

- Le journal ou bulletin d'information du parti (dont nous avons déjà parlé au sujet de la communication au sein du parti) pour une communication écrite.
- La désignation au sein de chaque organe du parti d'un responsable de la gestion de cette relation avec les sympathisants/es.
- Les interventions dans les médias grands publics : les radios, télévisions, journaux, etc. sont aussi, bien sûr, des canaux par lesquels le parti peut communiquer avec ses sympathisants/es.

b- Offrir à ses sympathisants/es des espaces et plateformes pour contribuer au fonctionnement du parti

Cela est possible à travers les approches suivantes :

- La création, au sein des organes de tous les niveaux du parti, d'instances consultatives où les sympathisants/es sont conviés pour discussion et enrichissement de la stratégie et des actions politiques du parti politique progressiste ;
- Recueillir le soutien financier des sympathisants/es en leur proposant plusieurs forfaits de contribution au choix s'étalant sur des périodes telles que le mois, le trimestre, le semestre et l'année ;
- Recueillir le soutien matériel et humain en leur exposant un certain nombre de besoins relatifs à l'administration interne du parti ou à travers des projets précis à durée limitée. Il peut ainsi s'agir du matériel informatique ou de bureautique ou tout simplement d'un personnel dont les compétences et la disponibilité sont précisées ;
- Stimuler la participation politique de ces derniers en ouvrant des plateformes d'échange virtuelles (sur Internet) ou directes (dans le cadre de certaines instances consultatives des organes du parti) sur les questions de gouvernance politique, économique ou socio-culturelle du pays.

Bon à savoir :

Du fait de leur faible ou non militantisme, les sympathisants/es constituent des soutiens de choix en raison de leurs contributions financières, de leur appui technique, matériel et humain, mais surtout de leur intention de vote.

2. Nouer et entretenir des relations avec les autres acteurs et actrices politiques

Dans un pays, il y a des combats qu'un parti politique progressiste ne peut pas affronter dans une démarche solitaire. C'est par exemple le cas de certaines réformes politiques telles que la réforme du système électoral, ou la réforme des institutions démocratiques du pays. Pour en venir à bout, le parti politique progressiste doit arriver à s'allier aux autres forces politiques afin d'élaborer et mettre en œuvre une stratégie réformatrice.

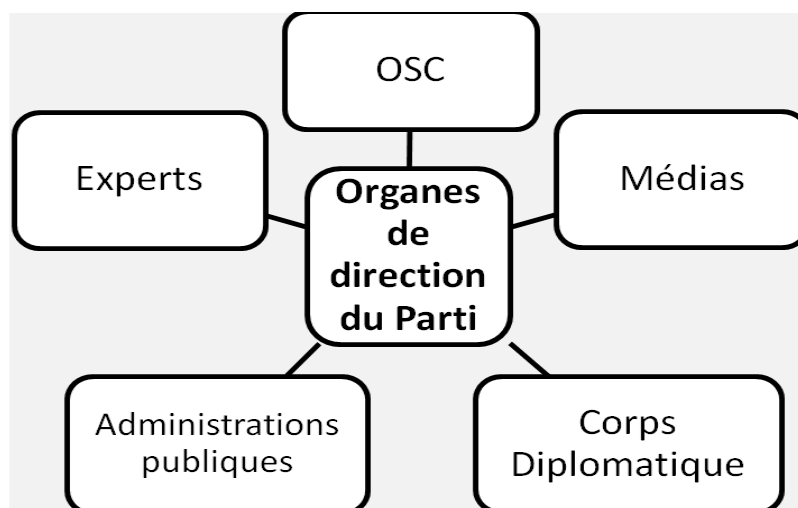
Pour y parvenir, voici quelques éléments d'approche :

- Créer des passerelles pour les discussions et concertations sur les causes communes ; cela peut passer par :
 - Des plateformes de discussion et de réflexion commune ;
 - Des forums virtuels de partage d'informations ;
 - Les échanges des communications et papiers expliquant la position du parti sur certaines questions.
- Créer des coalitions de forces autour des positions clés :
Il s'agit ici de s'associer aux partis politiques avec lesquels l'on partage certains points soit idéologiques, soit opérationnels soit avec qui l'on a des intérêts communs.
La réussite de ce type de coalition dépend d'un certain nombre de points :
 - La définition claire des objectifs et points centraux qui lient les membres de la coalition ;
 - La définition des moyens d'action de la coalition ;
 - La définition des types d'actions qui sont en dehors du champ de la coalition ;
 - La définition du « succès ». C'est-à-dire le moment auquel la coalition estime qu'elle a atteint ses objectifs.

3. Construire et gérer des partenariats avec des acteurs et actrices non politiques

Dans son fonctionnement quotidien, un parti politique progressiste doit pouvoir s'attacher des relations avec toutes les forces possibles d'exercice ou d'influence de ce pouvoir.

Développer de manière formelle ou non, dans une logique gagnant-gagnant, des relations avec les Organisations de la société civile (OSC), les médias, le corps diplomatique, des experts, des intellectuels, etc.



Graphe des interactions du parti avec des acteurs externes

Les différents organes de décision d'un parti peuvent entretenir des relations avec ces différents acteurs au niveau local, régional ou national. Toutefois le parti doit s'assurer d'une cohérence dans ces partenariats afin de ne pas entretenir de confusion dans l'opinion publique.

Les objectifs et actions de ces partenariats peuvent ressembler à ceci :

Partenaire	Nature du partenariat	Objectifs	Types d'actions
Organisation de la Société Civile	Permanent avec certaines OSC, ponctuel avec d'autres	Défendre les intérêts des citoyens Réforme des systèmes ou institutions	Collaboration technique pour l'échange des informations dans certains domaines. Collaboration opérationnelle pour mener des campagnes. <i>Ex : Défense des droits des citoyens (pour l'eau, l'électricité, etc.), Réforme des systèmes (constitution, électoral), etc.</i>
Médias	Permanent	Développer une relation objective avec respect mutuel qui permet au parti d'utiliser leur canal pour véhiculer ses messages et positions sur l'actualité	Points et conférences de presse régulières Communiqué de presse Déjeuner ou dîner de presse Avoir une personne dédiée au sein du parti pour gérer les relations avec les médias
Experts <i>(Personnes ayant des connaissances pratiques ou un savoir théorique de haut niveau ou des compétences techniques pointues sur des sujets précis de la société)</i>	Permanent avec certains et ponctuels avec d'autres	Permettre aux expert/es de participer à la réflexion sur les questions de développement local ou national Permettre au parti d'accéder à de l'expertise pour le développement de ses politiques et programmes	Création des commissions, groupes de travail, etc. dans lesquels les expert/es peuvent contribuer Participation du parti à des colloques, séminaires, groupes de travail, etc. organisés par d'autres acteurs Collaboration pour la publication de certains papiers, plaidoyers et autres documents.
Corps Diplomatique / Communauté Internationale	Permanent	S'assurer que la position du parti est communiquée à cette cible et bien comprise par elle. Recueillir les informations et positions de cette cible qui peuvent influencer le développement du pays	Rencontres régulières pour échange d'information Partage des bulletins et emails d'information avec cette cible
Administrations publiques	Permanent avec certains et ponctuels avec d'autres	Favoriser la compréhension du fonctionnement des organes de l'administration publique par les membres du parti Construire la capacité des membres de gérer de telles administrations Briser la peur que les populations éprouvent vis-à-vis du personnel de ces administrations	Participation au processus électoral (Inscriptions et distribution des cartes électorales, etc.) au côté de l'organe en charge de la gestion des élections. Participation aux sessions du Conseil Municipal d'une municipalité ou à une session ordinaire de l'Assemblée Nationale.* <i>*! Sous réserve d'une invitation d'un parlementaire dans certains pays tels que le Cameroun)</i>

CONCLUSION

L'organisation et la structuration des partis politiques est une question majeure qui touche la plupart des partis politiques dans les pays de la sous-région Afrique centrale. Cette situation est en partie due à une expérience récente du multipartisme dans la plupart des pays de la sous-région dès le début des années 1990. Concrètement, les problèmes de structuration des partis politiques sont liés à l'organisation interne d'un parti politique, à son animation et son ancrage dans la société. Ces trois aspects de la question sont traités tour à tour dans ce manuel. Il s'agissait en effet de tenter d'apporter des esquisses de réponses à une question multidimensionnelle qui va au-delà de l'organisation des partis politiques pour aborder l'épineuse question de la prolifération et la fragmentation des partis politiques en Afrique centrale. Les esquisses de solutions proposées à cet effet émanent des multiples consultations avec différents acteurs sociaux (hommes et femmes politiques, enseignants des sciences politiques, acteurs de la société civile), ainsi que des bonnes pratiques tirées des pays qui ont une pratique plus ancienne de la démocratie, et sont considérés comme des modèles dans ce domaine.

Certes, les us et mœurs politiques peuvent différer d'un pays à l'autre et influencer les principes démocratiques. Mais que ce soit au Tchad, en RD Congo ou en République Centrafricaine comme c'est le cas en ce moment, lorsque les principes démocratiques sont mis à rude épreuve, toute la classe politique est unanime sur le fait que la démocratie est menacée dans son essence. Or, que ce soit en Afrique centrale comme partout ailleurs dans le monde, le parti politique reste le moyen idéal pour accéder au pouvoir. Il est donc important de transformer les partis politiques en organisations professionnelles qui facilitent l'accès et l'exercice du pouvoir dans le respect de la dignité humaine et l'entente entre les peuples. Depuis le retour au multipartisme dans les années 1990 en zone CEMAC, seul deux pays ont jusque-là été dirigés par les partis politiques progressistes se réclamant de la social-démocratie : il s'agit de la République Centrafricaine (1993-2003) et la République du Congo (1992-1997).

Compte tenu de nombreuses mutations sociales, ainsi que des replis identitaires de plus en plus prononcés dans la sous-région Afrique centrale en ce moment, il est impérieux de professionnaliser les partis politiques en particulier et la politique en général. La conquête du pouvoir devrait passer par des élections libres et transparentes pour éviter le spectre de coups d'Etats à répétition qui plongent les pays de la sous-région dans une spirale de guerres civiles, où les populations vulnérables (femmes, enfants et minorités religieuses ou ethniques) sont les victimes principales.

La professionnalisation des partis politiques devient ainsi un impératif catégorique dans un monde où la démocratie semble de plus en plus s'imposer comme le meilleur système politique qui garantit les libertés individuelles et le bien-être des peuples. A cet effet, il faudrait inscrire les acteurs politiques à l'école de la tolérance et du dialogue politique, car organisés de façon professionnelle, les partis politiques et ceux qui les animent peuvent consolider la démocratie et assurer une alternance politique saine et transparente, exempte des bains de sang comme c'est le cas en ce moment en RCA (année 2014).

Ce manuel peut donc être considéré comme un appel à plus de professionnalisation des partis politiques pour que la scène politique ne soit plus animée par des aventuriers en mal de notoriété qui discréditent ce métier et le rendent de moins en moins attractif aux yeux des jeunes et des femmes.

NOTES

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Manuel de structuration d'un parti politique



©- by Friedrich Ebert Stiftung, Yaoundé (Cameroun), 2014.

Tél. 00 237 22 21 29 96 / 00 237 22 21 52 92

B.P. 11 939 Yaoundé / Fax : 00 237 22 21 52 74

E-mail : info@fes-kamerun.org

Site : <http://www.fes-kamerun.org>



9 789956 444812